

International

ÉTATS-UNIS : LE PAYS AUX 10 000 FAÇONS DE VOTER

Ludivine Gilli

15/10/2026

L'organisation du vote aux États-Unis, au niveau fédéral comme aux niveaux fédérés et locaux, est très diverse et quelque peu complexe. À quelques jours des élections de mi-mandat (*midterms*), Ludivine Gilli, directrice de l'Observatoire de l'Amérique du Nord de la Fondation Jean-Jaurès et autrice de *États-Unis : le vote confisqué* (L'Aube, Fondation Jean-Jaurès), analyse en détail les différentes règles et procédures du droit de vote et leurs évolutions.

Dans le pays fédéral que sont les États-Unis, il existe autant de façons de voter qu'il existe de juridictions électorales, à savoir plus de 10 000. La Constitution fixe peu de règles, les États en fixent la plupart. Les comtés et les municipalités ont ensuite une certaine latitude pour les mettre en œuvre. Le résultat est un *patchwork* de règles et de modalités de vote à travers le pays qui rend la compréhension difficile.

À l'occasion des élections de mi-mandat qui se dérouleront le 3 novembre 2026, voici un point pour s'y retrouver et comprendre qui décide de quoi en matière électorale, quelles sont les règles à travers le pays et quelles sont les pratiques pour les scrutins fédéraux (même si nous évoquerons parfois en passant les scrutins locaux).

Gestion des élections étatsuniennes : qui décide de quoi ?

Le système électoral étatsunien est très décentralisé. La plupart des règles sont fixées au niveau des États, ce qui explique la grande disparité des situations, y compris pour les scrutins fédéraux.

Au sommet, la Constitution répartit les rôles et garantit certains droits. Elle charge les États de conduire les élections, tout en permettant au Congrès d'imposer des règles nationales. En matière de protection de droits, elle interdit, par exemple l'exclusion électorale de certaines catégories de la population, comme les femmes et les Africains-Américains¹.

Le Congrès a la possibilité, dans le respect de la Constitution, de réglementer la conduite des

élections. Il peut imposer des règles fédérales quant au corps électoral, aux procédures de vote, ou encore au calendrier. Dans les faits, cependant, il laisse la plupart de ces règles à la discrétion des États. Il se limite à fixer la date des élections fédérales (le mardi qui suit le premier lundi de novembre) et à ajouter aux principes fixés par la Constitution un certain nombre de règles générales. Depuis les années 1960, ces règles ont principalement visé à protéger et faciliter l'accès aux urnes. La loi emblématique en la matière est le *Voting Rights Act* (VRA – « loi sur le droit de vote ») de 1965, qui a ensuite été prorogé à plusieurs reprises. On peut aussi citer le *National Voter Registration Act* (NVRA – « loi nationale sur l'inscription des électeurs ») de 1993, destiné à faciliter l'inscription sur les listes électorales. Ce rôle protecteur de l'État fédéral est désormais remis en cause, à la fois par le Congrès, dont de nombreux membres républicains cherchent à limiter l'accès au vote, et par la Cour suprême, qui a invalidé plusieurs protections majeures du VRA depuis 2013.

La grande majorité des règles électorales et l'organisation pratique du vote sont de la responsabilité des États, dans le respect des règles fédérales. Cela comprend non seulement les exigences pour être candidat, mais aussi les justificatifs nécessaires pour s'inscrire sur les listes électorales, ainsi que les modalités de vote (par correspondance, en personne ou par anticipation). Dans tous ces domaines, les règles fédérales sont très limitées, ce qui laisse la place à une grande diversité entre États dans la mise en œuvre.

Le millefeuille ne s'arrête pas là. Les comtés et municipalités sont principalement des exécutants des règles fixées par les États, mais ils disposent tout de même d'une certaine latitude, variable selon les États, dans la manière dont ils les mettent en œuvre. Ils conçoivent les bulletins de vote, dont le format diffère d'une juridiction à l'autre, nous y reviendrons. Ils choisissent leur modèle de machine à voter, le lieu et les horaires d'ouverture des bureaux de vote, etc. De plus, chaque juridiction homologue ses résultats électoraux.

Conclusion : à l'échelle du pays, **les élections sont gérées par plus de 10 000 juridictions** au sein desquelles les règles varient fortement d'un État à l'autre, légèrement d'un comté ou d'une municipalité à l'autre au sein d'un même État.

Comment être candidat à une élection fédérale ? Ça dépend...

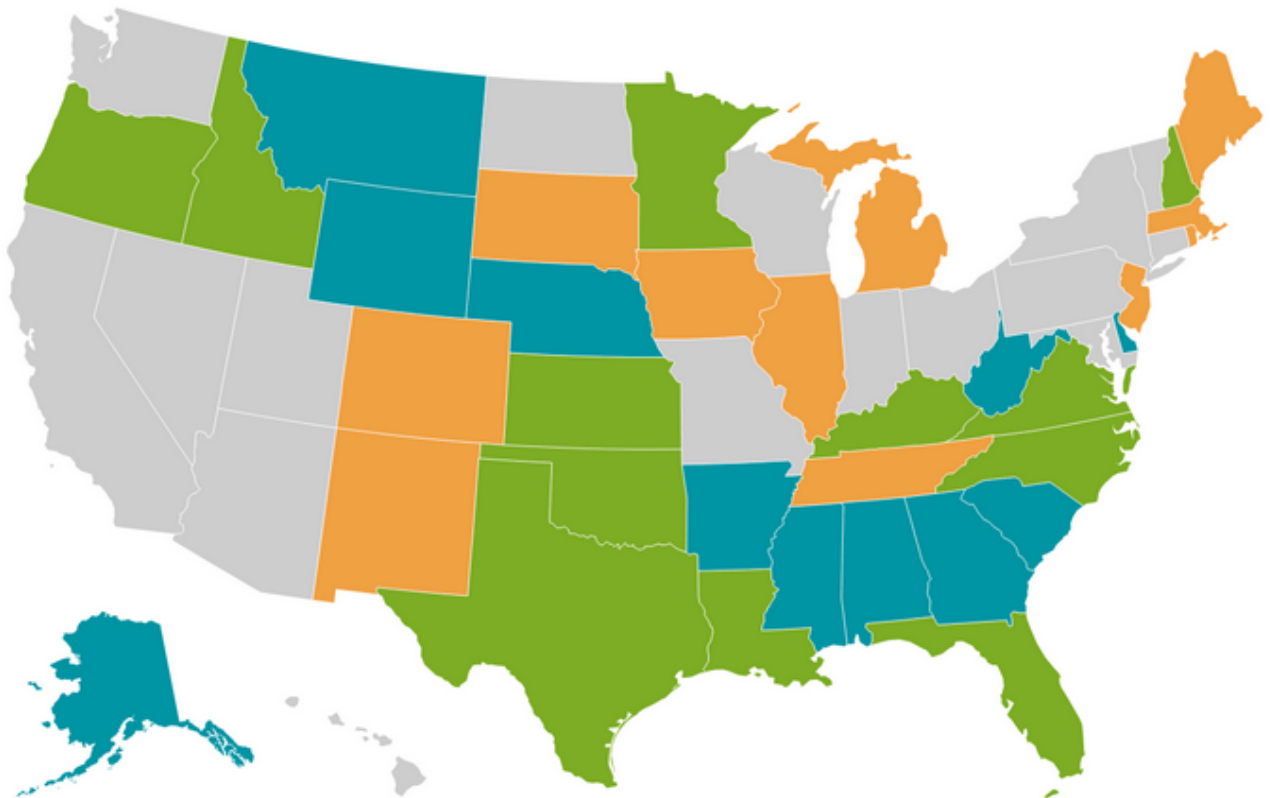
Aussi étrange que cela puisse paraître, les exigences varient d'un État à l'autre pour se présenter aux élections fédérales, sénatoriales ou législatives. La Constitution fixe des critères d'éligibilité simples :

- pour candidater au Sénat, il faut être âgé d'au moins 30 ans, être citoyen des États-Unis

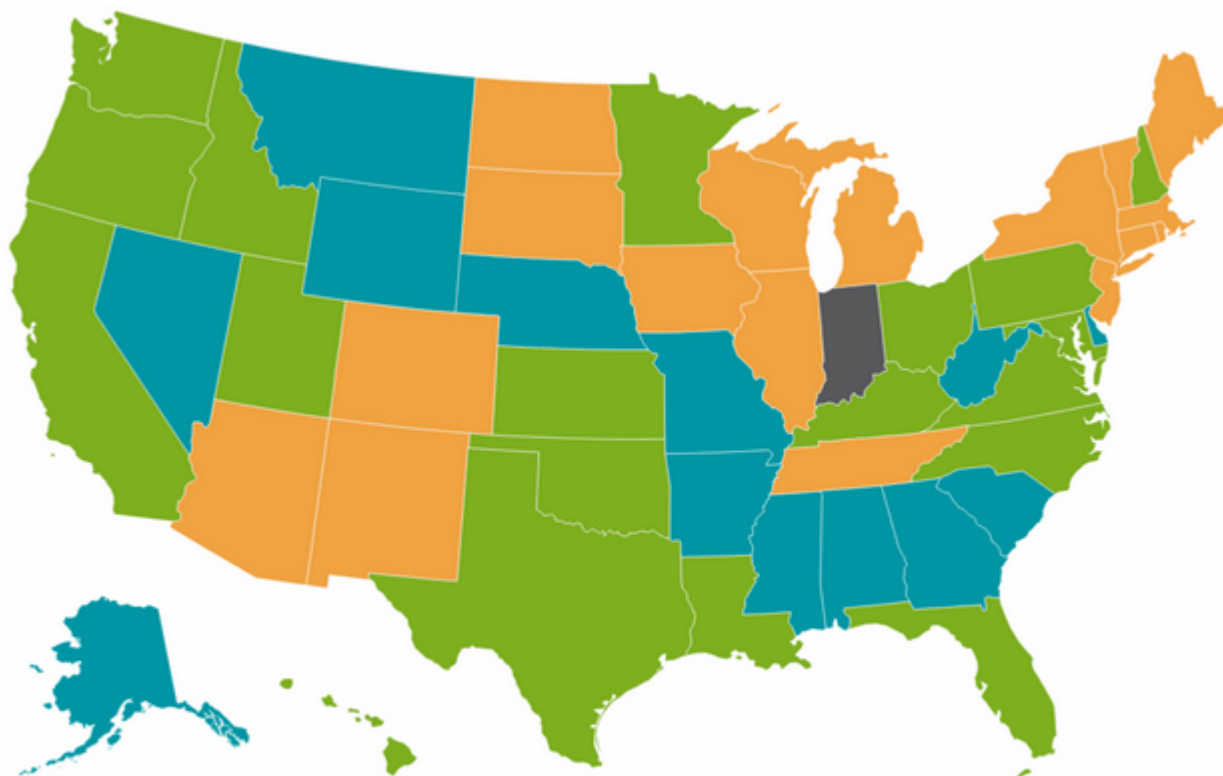
- depuis au moins neuf ans, et résider dans l'État dans lequel on se présente² ;
- pour candidater à la Chambre, il faut être âgé d'au moins 25 ans, être citoyen des États-Unis depuis au moins sept ans, et résider dans l'État dans lequel on se présente³.

C'est ensuite que les choses se compliquent. En pratique, pour se porter candidate, toute personne doit se plier à **certaines exigences fixées par les États** : respecter un calendrier précis, fournir certains justificatifs, mais aussi s'acquitter de frais administratifs parfois élevés et/ou recueillir un nombre donné de signatures. Ces exigences varient de plus au sein d'un même État selon que le candidat se présente comme indépendant ou au titre de l'un des partis reconnus au niveau de l'État (ce qui peut alléger ou renforcer les contraintes).

Figure 1. Exigences par État pour une candidature au Sénat et à la Chambre en 2026⁴



In Alabama and Arkansas, political parties choose their filing fees.



In Alabama and Arkansas, political parties choose their filing fees.

BALLOTPEDIA

■ Frais de dossier ■ Signatures ■ Les deux ■ Aucun ■ Pas d'élection

En 2026, les **candidatures à la députation devaient être déposées** au plus tard le 3 novembre 2025 dans l'Illinois, et le 7 août 2026 en Louisiane. Pour se présenter au Sénat en 2026 dans le Michigan, il n'y avait pas de frais administratifs requis. En revanche, un membre du Parti démocrate ou du Parti républicain devait rassembler au moins 15 000 signatures valides, avec une exigence de représentation d'au moins la moitié des circonscriptions législatives par au moins 100 signatures. Un candidat indépendant devait pour sa part recueillir au moins 12 000 signatures, avec le même critère de représentation des circonscriptions. L'exigence était de 30 000 auparavant, mais elle a été ramenée à 12 000 par la Cour suprême du **Michigan** en 2019. En **Floride**, tout candidat au Sénat devait présenter 139 492 signatures ou s'acquitter de 10 440 dollars s'il était affilié à un parti reconnu, 6960 **dans le cas contraire**. Les sommes étaient identiques pour une candidature à la Chambre, mais le nombre de signatures était ramené à 2564.

Qui a le droit de voter ?

Le corps électoral n'est pas le même partout, y compris pour les élections fédérales. Les règles en la matière sont fixées par les États, dans le respect des lois fédérales et de la Constitution. En

l'occurrence, la Constitution interdit les discriminations raciales et protège le droit de vote des femmes et des personnes âgées de 18 ans et plus. Aucun État ne peut donc interdire à ces catégories de population de voter.

Depuis 1996, la législation fédérale interdit aux étrangers de voter aux élections fédérales. La Constitution, elle, ne l'interdit pas. Cela permet donc à **certaines juridictions locales** de donner le droit de vote à leurs résidents étrangers pour les élections locales. C'est le cas de quelques municipalités en Californie ainsi que dans le Maryland et le Vermont, sans oublier la capitale, Washington D.C., dont les 700 000 habitants **ne peuvent pas élire de députés ni de sénateurs**, mais dont les résidents étrangers peuvent voter aux élections municipales. À travers le pays, dix-huit États interdisent explicitement le vote des étrangers. Les constitutions des autres États sont muettes sur le sujet, et rendent donc le vote possible sur le plan local.

Figure 2. Vote des étrangers

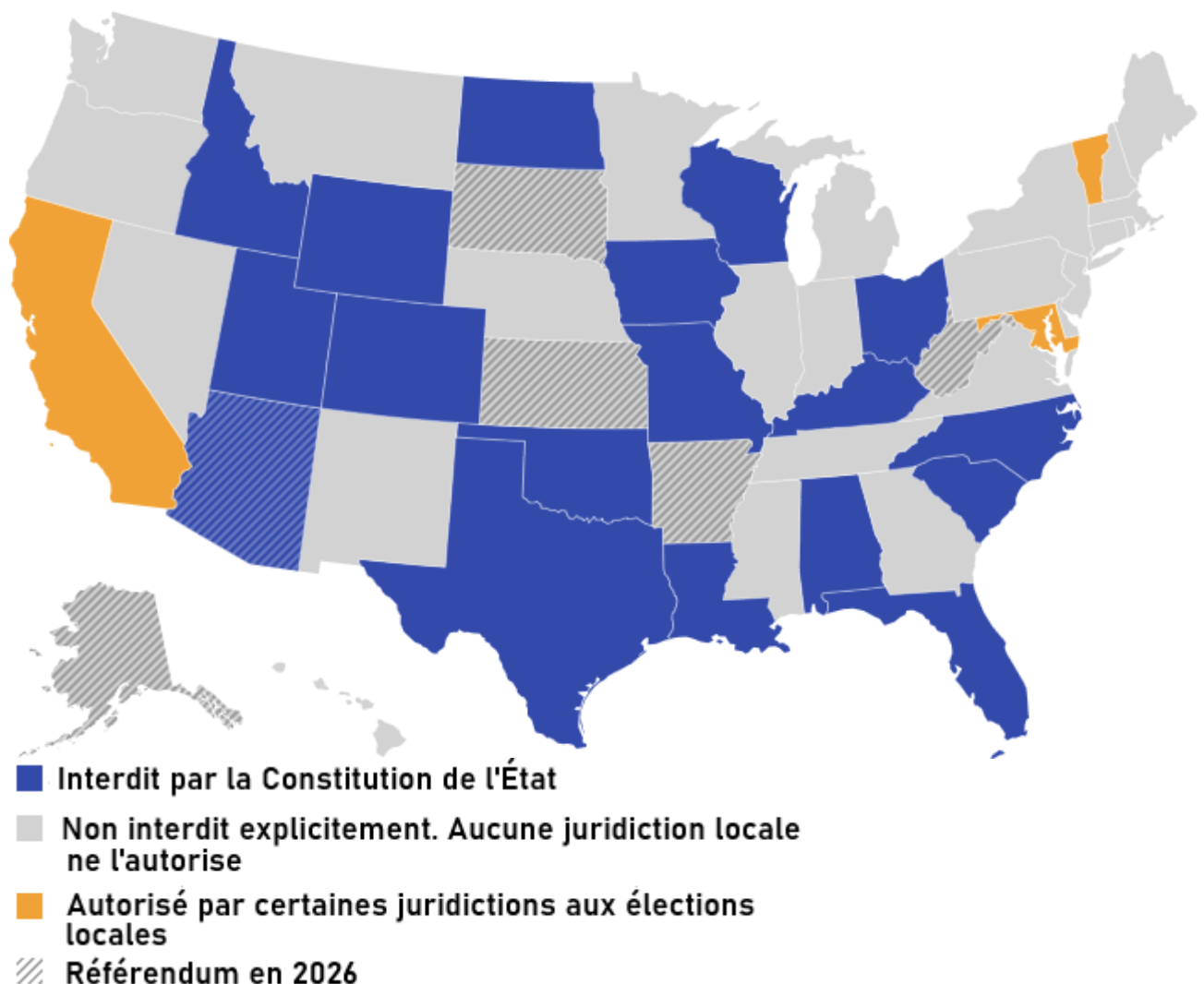
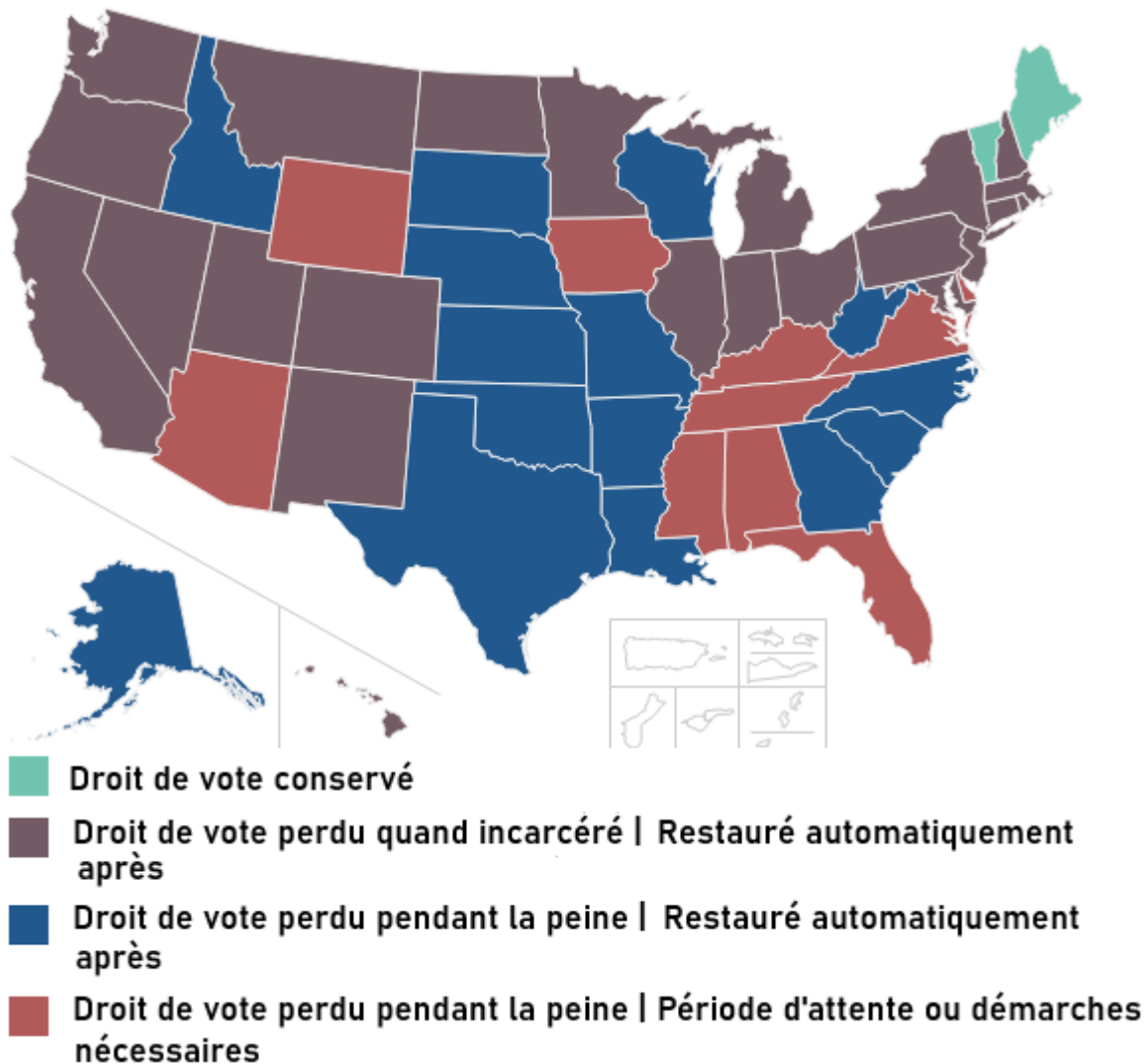


Figure 3. Vote des personnes incarcérées ou condamnées



La différence la plus importante qui existe entre États quant au corps électoral pour les élections fédérales concerne les personnes condamnées à des crimes ou à certains délits. Tous les États, sauf deux (Maine et Vermont) privent de leurs droits civiques les personnes incarcérées. Dans 23 États (majoritairement démocrates), ces droits sont rétablis une fois la peine purgée. Dans la plupart des États républicains en revanche, la suspension est plus difficile, voire impossible à lever. En 2024, ce sont tout de même environ **quatre millions de personnes** qui étaient concernées par ce retrait du droit de vote.

Modes de scrutin : un cocktail de pratiques

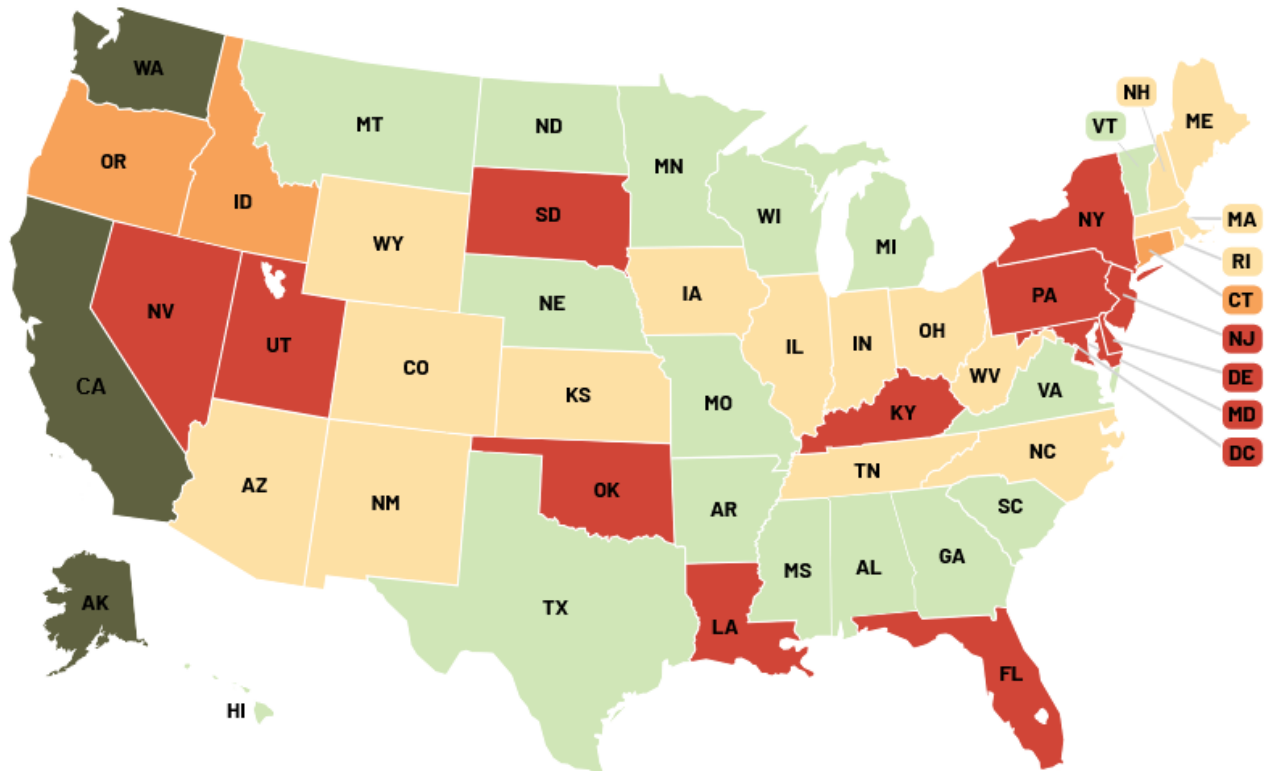
Le mode de scrutin le plus répandu aux États-Unis se déroule en deux temps. Il commence par des élections primaires organisées au sein de chaque parti, puis a lieu l'élection générale, début

novembre, entre les vainqueurs des primaires démocrate et républicaine, et éventuellement des candidats alternatifs.

Les primaires se tiennent selon des règles et un calendrier déterminés par chaque État. En 2026, elles se sont échelonnées entre le 3 mars (Arkansas, Caroline du Nord, Texas) et le 15 septembre (Delaware).

Leurs règles varient selon les États. Seize d'entre eux tiennent des primaires « ouvertes », lors desquelles chaque électeur peut participer à une primaire de son choix, quel que soit son parti, et qu'il soit ou non affilié à un parti. Seize autres États tiennent des primaires « semi-ouvertes », lors desquelles seuls les indépendants peuvent choisir la primaire à laquelle ils participent. Les électeurs affiliés à un parti ne peuvent pas participer à la primaire du parti adverse. Douze États et la capitale Washington D.C. ont un système fermé, dans lequel les électeurs doivent être affiliés à un parti pour pouvoir participer à sa primaire. Trois États ont un **système semi-fermé** dans lequel chaque parti de l'État peut déterminer les règles de participation à sa primaire.

Figure 4. Modes de scrutin aux élections primaires en 2026⁵



-  Primaire non-partisane
-  Primaire ouverte
-  Primaire semi-ouverte
-  Primaire semi-fermée
-  Primaire fermée

Dans trois États, le mode de scrutin est qualifié de « primaire non partisane » ou *jungle primary*. Il s'agit en fait d'un scrutin uninominal à deux tours proche de celui que nous utilisons, à la différence près que plusieurs mois séparent les deux tours et que les règles de qualification et d'élection ne sont pas forcément les mêmes. En Californie et dans l'État de Washington, les deux premiers de la primaire se qualifient pour le second tour, quel que soit leur parti d'origine. En Alaska, depuis 2022, ce sont les quatre premiers de la primaire qui se qualifient.

Une fois les primaires passées, le mode de scrutin est le même dans la plupart des États pour l'élection générale, avec quelques exceptions tout de même. Dans la très grande majorité des cas, le candidat qui arrive en tête l'emporte, quels que soient le nombre de candidats et le score. C'est le cas en Californie et dans l'État de Washington aussi, bien que les primaires soient différentes. En Géorgie, c'est un scrutin majoritaire à deux tours qui se tient : si l'un des candidats obtient plus de 50% dès le premier tour, il est élu, sinon, un second tour se tient quatre semaines plus tard entre les deux premiers candidats. En Alaska et dans le Maine, les élections se déroulent au scrutin préférentiel (*ranked choice voting* ou *instant run-off voting*). Dans ce système, les électeurs peuvent classer tous les candidats par ordre de préférence, ou seulement une partie d'entre eux. Si l'un des candidats recueille la majorité des suffrages au premier tour, il est élu. Sinon, le candidat arrivé dernier est éliminé et les votes des électeurs qui l'avaient sélectionné en premier sont transférés sur leur second choix. Le processus est répété jusqu'à ce qu'un candidat obtienne la majorité ou qu'il n'en reste plus que deux, parmi lesquels celui qui a obtenu le plus de voix l'emporte.

Enfin, en Louisiane, alors que l'État devait passer à un système classique de primaires fermées suivies d'une élection générale, les élections législatives (et seulement celles-ci) se tiendront finalement une dernière fois sous le système de *jungle primary*. La décision *Louisiana v. Callais* rendue le 29 avril 2026 par la Cour suprême sur un redécoupage électoral litigieux a perturbé le calendrier électoral. Ce système ressemble à notre scrutin majoritaire à deux tours. Le 3 novembre

prochain, tous les candidats s'affronteront lors d'un premier tour. Si l'un d'entre eux obtient plus de 50% des voix, il sera élu, sinon, un second tour aura lieu entre les deux premiers le 12 décembre 2026.

Concrètement, comment vote-t-on aux États-Unis ?

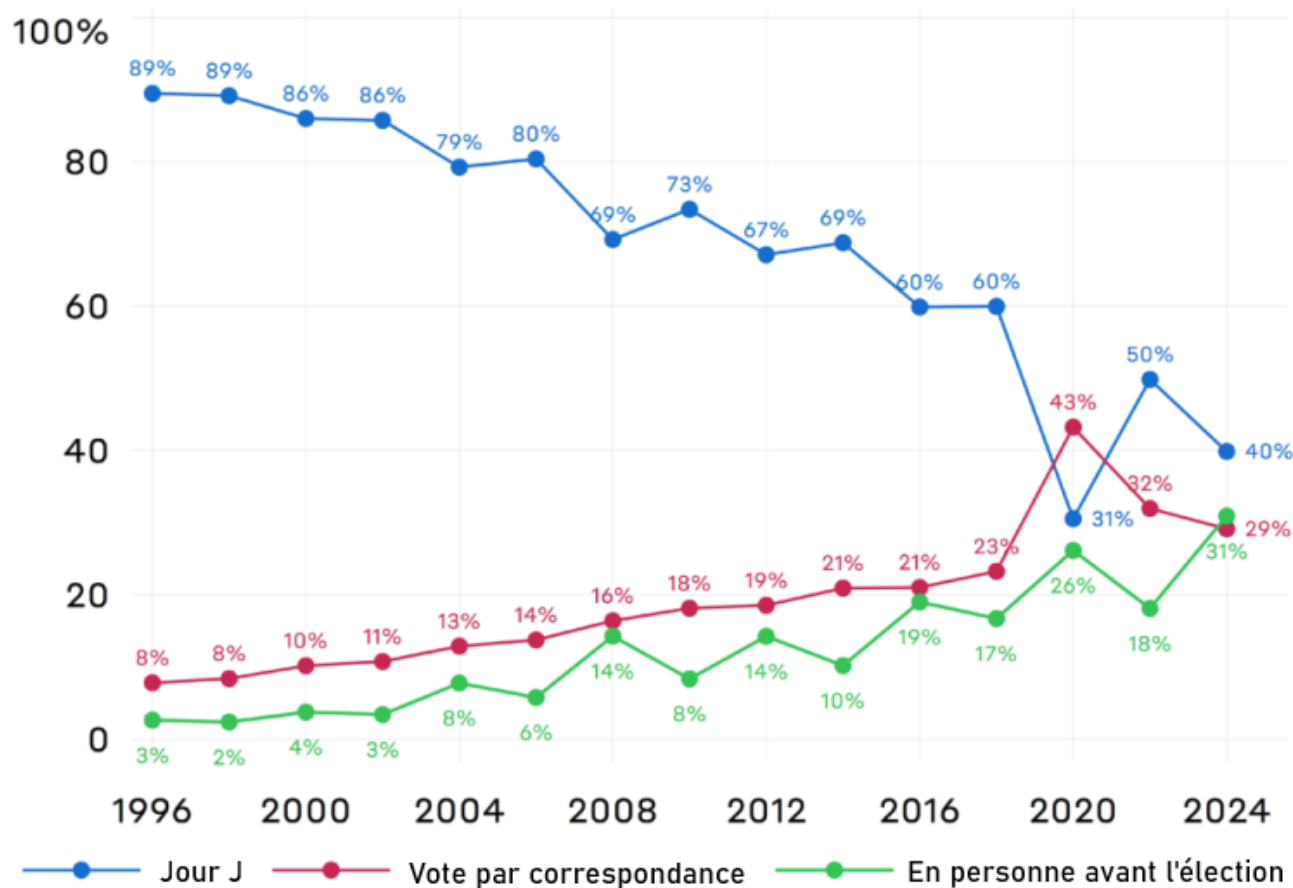
Depuis l'inscription sur les listes électorales jusqu'à la certification des résultats, la réglementation électorale est très variable entre les différents États. À cet égard, je me permets de renvoyer à mon essai *États-Unis : le vote confisqué (1776-2026)*, qui revient en détail sur les différences à travers le pays et sur leurs causes. Pour résumer en quelques mots, certains États, plutôt dirigés par les démocrates, ont mis en place des dispositions à toutes les étapes du processus pour faciliter l'accès au vote, tandis que d'autres États, plutôt dirigés par les républicains, ont renforcé les contraintes, pour limiter le vote de leurs opposants. En pratique, cela se traduit notamment par des contraintes plus ou moins importantes pour s'inscrire sur les listes électorales, ou l'exigence de justificatifs plus ou moins restrictifs pour voter.

Modalités de vote utilisées par les électeurs aux niveaux national et local

Aux États-Unis, contrairement à la France, le vote ne se limite pas à une journée, et tout le monde ne vote pas de la même manière. Les électeurs peuvent voter en personne le jour de l'élection, mais ils peuvent aussi, selon les États, voter en personne avant la date fixée pour l'élection, ou voter par correspondance. L'exercice démocratique s'échelonne donc sur plus de deux mois et prend des formes très différentes selon l'endroit où vivent les électeurs.

Au cours des trente dernières années, les pratiques ont fortement évolué dans le pays, à un rythme régulier⁶ qui a vu progresser le vote anticipé et le vote par correspondance au détriment du vote en personne le jour de l'élection. En 1996, la quasi-totalité des électeurs ont voté en personne le jour de l'élection. Moins de 10% ont utilisé une autre méthode. En 2024, les trois méthodes ont été utilisées de manière presque similaire, avec un avantage très léger au vote en personne le jour J (37% des électeurs), tandis que 35% ont voté en personne avant l'élection et 30% par correspondance.

Figure 5. Évolution des modalités de vote aux États-Unis (1996-2024)



Comme pour tous les autres aspects des élections, les pratiques en la matière varient fortement d'un État à l'autre, car les règles sont différentes. Certains États privilégient fortement le vote en personne le jour de l'élection et font des autres modalités des exceptions strictement réglementées. D'autres sont passés à des élections prioritairement par correspondance. D'autres, enfin, facilitent le recours aux méthodes alternatives sans imposer de modalité de vote. Les deux figures ci-dessous montrent la structure du vote au sein de chaque État et son évolution au cours des dernières élections.

Figure 6. Répartition des modalités de vote par État (2016, 2018, 2020, 2022)

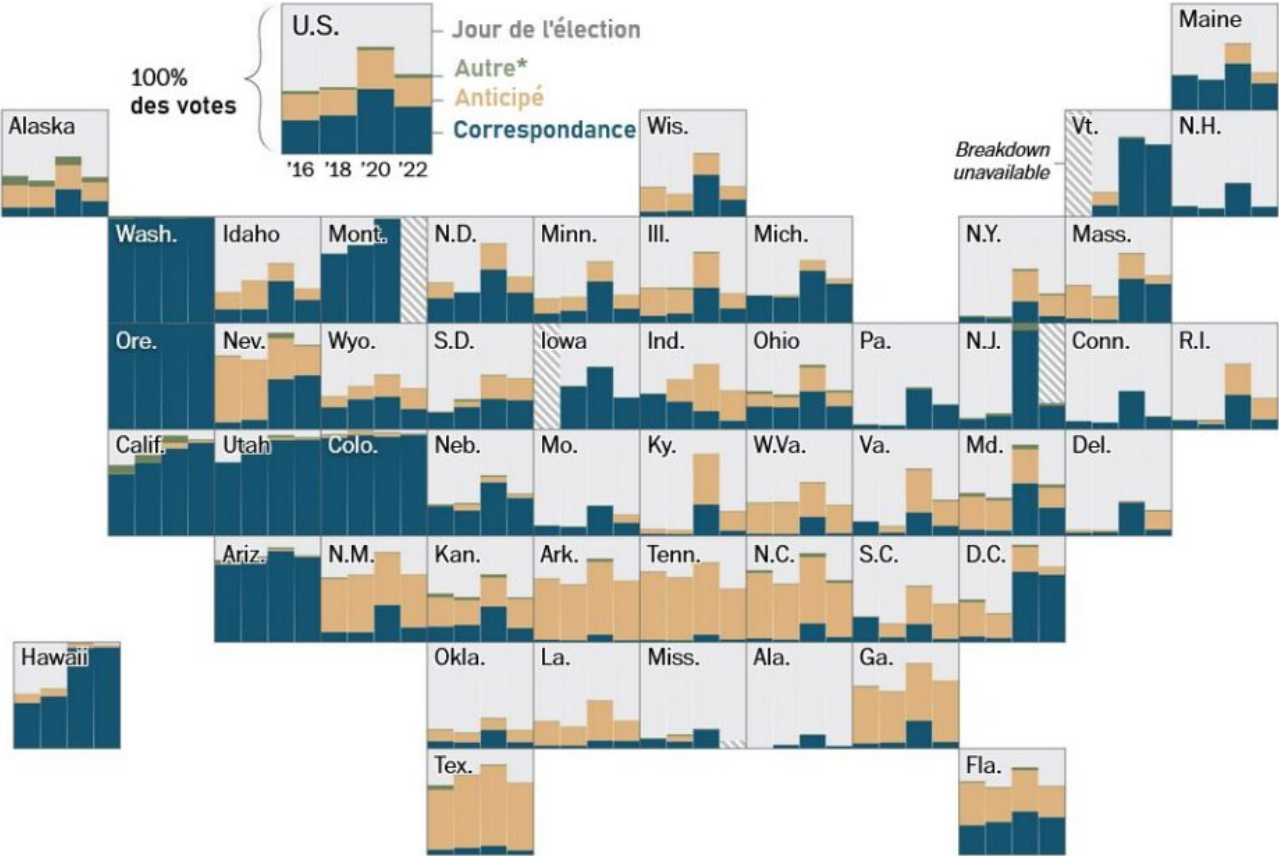
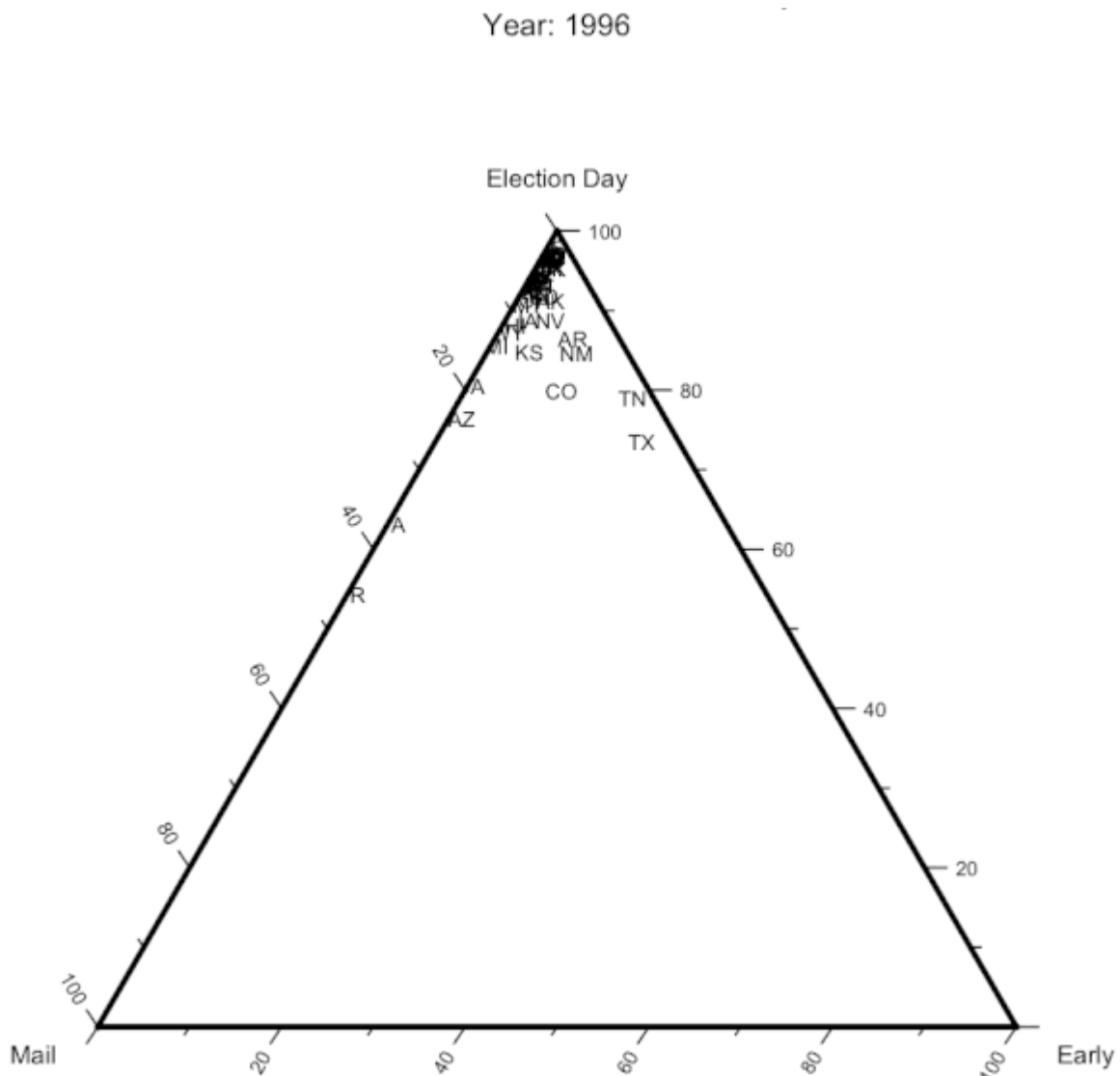


Figure 7. Évolution des modalités de vote par État (1996-2024)⁷



S'inscrire sur les listes électorales

L'inscription sur les listes électorales est rendue aussi simple que possible dans certains États, tandis que d'autres accumulent les contraintes. Depuis la **loi NVRA** de 1993, 24 États ont mis en place des **dispositifs qui inscrivent automatiquement** les citoyens sur les listes électorales lorsqu'ils fournissent les justificatifs requis dans le cadre d'une autre demande auprès des services de l'État. Dans le **Minnesota**, par exemple, l'inscription est automatique depuis 2023 lorsqu'un citoyen fait établir ou renouveler un permis de conduire ou une pièce d'identité auprès des autorités locales. D'autres États ont en revanche accru les exigences et/ou massivement purgé les listes électorales afin d'obliger des dizaines de milliers d'électeurs à se réinscrire pour pouvoir voter.

Figure 8. Disponibilité de l'inscription automatique (AVR) en août 2026

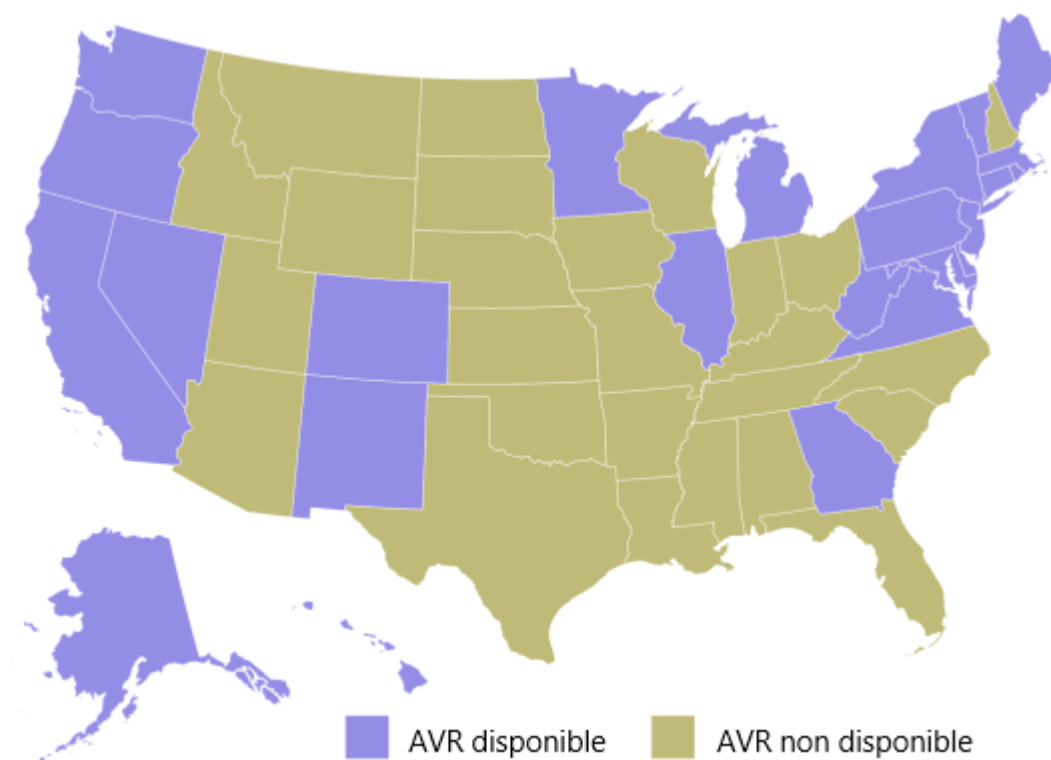
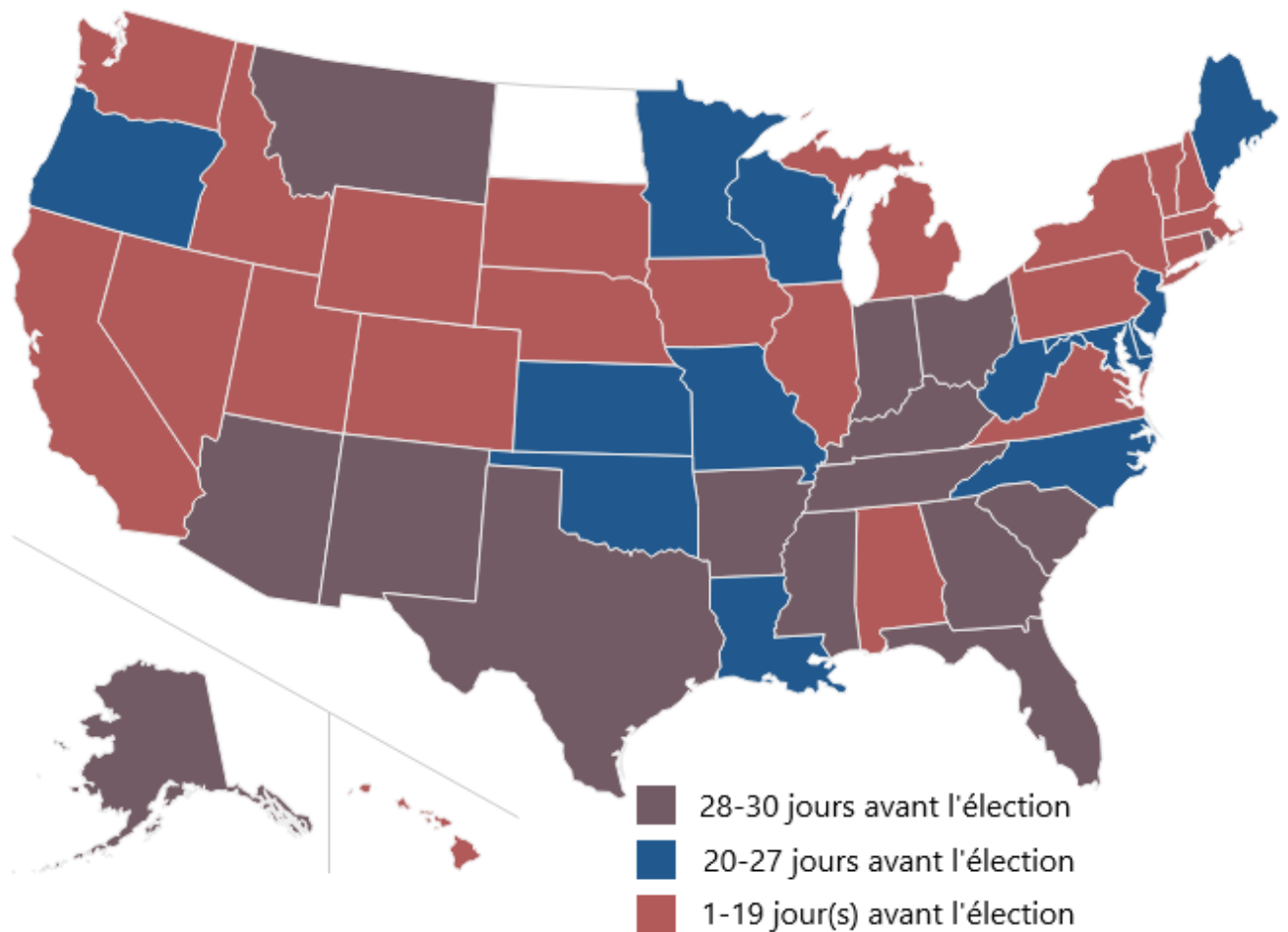


Figure 9. Délai limite d'inscription, en jours avant l'élection (mai 2026)



Le délai autorisé pour s'inscrire est également variable. Le NVRA exige que les États ne fixent pas leur date limite à plus de 30 jours du scrutin. Aujourd'hui, 15 États ont une limite située entre 28 et 30 jours de l'élection. Ce sont très majoritairement des États républicains. Inversement, 19 États ainsi que la capitale **autorisent l'inscription jusqu'au jour de l'élection**, offrant plus de flexibilité.

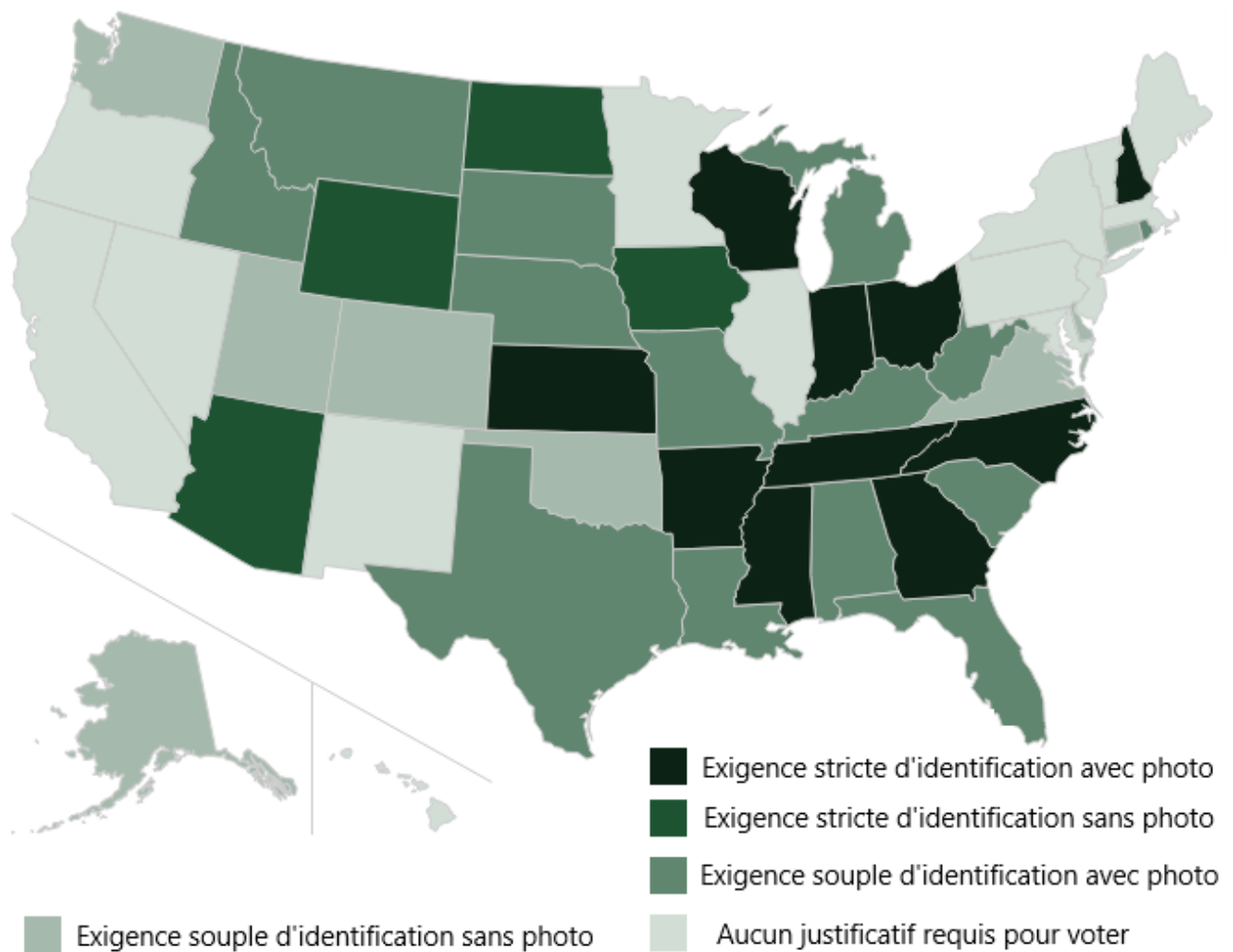
Dans un pays où les taux de participation électorale ont fortement baissé à partir de 1970⁸, en particulier au sein de certaines parties de l'électorat (minorités, jeunes, etc.), les ONG se sont organisées pour inciter les électeurs, notamment les plus éloignés des urnes, à s'inscrire sur les listes électorales. Aujourd'hui, une vingtaine d'États facilitent ce type d'initiative, permettant par exemple à des tiers de distribuer, puis collecter et déposer auprès des autorités des formulaires d'inscription sur les listes électorales. Deux États (New Hampshire et Wyoming) interdisent ces **voter registration drives**. Une vingtaine d'États réglementent plus ou moins strictement la pratique. Certains enfin l'ont intentionnellement compliquée pour la rendre moins efficace. C'est par exemple le cas de la **Floride**.

Voter en personne le jour de l'élection

Y compris pour voter en personne le jour de l'élection, les règles diffèrent entre États et entre juridictions au sein des États. Une différence majeure est la manière dont les électeurs peuvent justifier de leur identité. Les exigences, fixées par les États, sont plus ou moins souples et plus ou moins orientées. **En France**, un certain nombre de pièces sont admises, depuis le passeport jusqu'au permis de chasser, en passant par la carte vitale avec photographie. **Aux États-Unis**, 36 États demandent ou exigent la présentation d'une forme d'identification pour pouvoir voter. Les 14 restants utilisent d'autres méthodes pour vérifier l'identité des électeurs (comme la comparaison de la signature à celle qui figure dans les registres, ou la réponse à des questions d'identification).

La question des pièces d'identité requises pour voter est au cœur de nombreuses controverses aux États-Unis. Les républicains œuvrent depuis plusieurs années pour rendre obligatoire la présentation de pièces d'identité avec photographie. Ils justifient leur demande par une volonté de réduire la fraude. Or, celle-ci est quasiment inexistante. Les opposants expliquent pour leur part que **ces mesures excluraient** du suffrage des millions d'électeurs légitimes (tout le monde ne dispose pas d'une pièce d'identité avec photo aux États-Unis), auraient un coût important et génèreraient une charge supplémentaire pour les agents électoraux, pour un bénéfice nul en retour.

Figure 10. Type d'identification exigé pour voter (2026)⁹



Les différences portent aussi sur les bulletins de vote et sur l'équipement utilisé pour voter. Nous y reviendrons.

Voter en personne avant le jour de l'élection (*In-person early voting*)

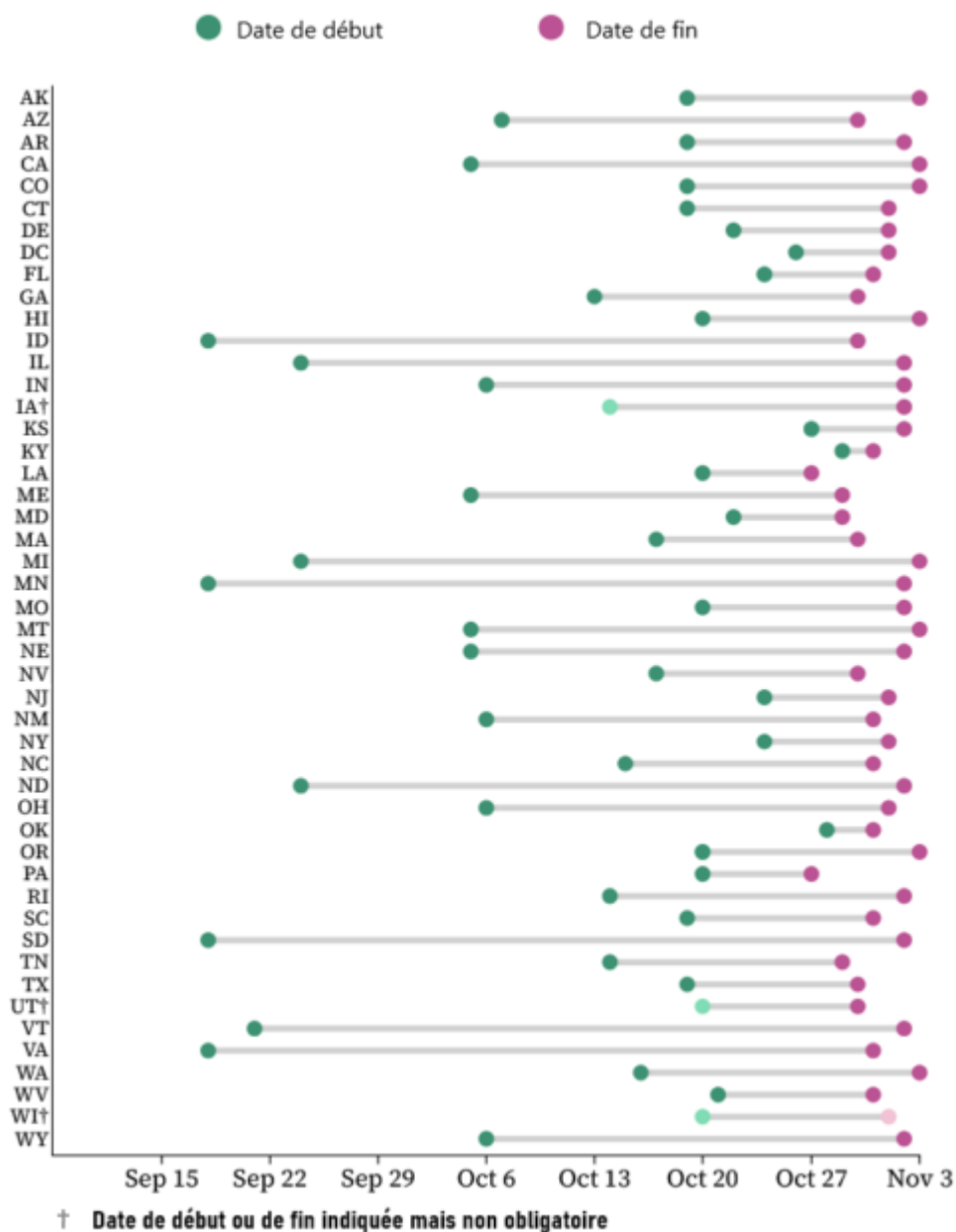
Le vote anticipé en personne est la possibilité offerte aux électeurs de voter avant la date de l'élection dans les mêmes conditions que le jour de l'élection, sans avoir besoin de justification. Cette option est différente du vote par correspondance (même lorsque le bulletin par correspondance est déposé en personne, ce qui est une possibilité comme nous le verrons), qui est traité comme les bulletins qui arrivent par la poste, c'est-à-dire mis à part et dépouillé après les votes effectués en personne.

Le vote anticipé se déroule de la même manière que le vote en personne le jour J. Au-delà de la date, la seule différence est que, pour les juridictions qui permettent de voter avant l'élection, moins de bureaux de vote sont ouverts. On ne vote donc pas forcément dans le bureau où l'on aurait

voité le jour J si l'on vote par anticipation, ce qui peut impliquer d'aller plus loin pour pouvoir voter.

Seuls **trois États** n'offrent pas de possibilité de vote anticipé : l'Alabama, le Mississippi et le New Hampshire. Dans les États qui le permettent, la période et les horaires de vote anticipé sont très variables. La période va de 3 à 46 jours, avec une moyenne de 20 jours. La possibilité de voter de manière anticipée se termine en général quelques jours avant l'élection. La plupart des États qui proposent le vote anticipé exigent qu'il existe des possibilités de voter le week-end, mais 11 États ne fixent aucune règle.

Figure 11. Dates de début et de fin du vote anticipé par État en 2026



Pour l'élection du 3 novembre 2026, le **vote anticipé a démarré** en Virginie le 18 septembre 2026.

Le vote par correspondance

Voter par correspondance ne se limite pas à mettre un bulletin dans une enveloppe et à l'envoyer aux autorités locales. La mise en œuvre est plus variée, d'autant plus que les règles pour pouvoir y prétendre diffèrent sensiblement entre États.

Le vote par correspondance est aujourd'hui cible d'accusations infondées de la part de Donald Trump (qui vote pourtant fréquemment de cette manière, y compris à deux reprises en 2026). Il a une existence ancienne aux États-Unis. On en trouve des exemples pendant la guerre d'Indépendance¹⁰, la guerre de 1812, et surtout la guerre de Sécession, pendant laquelle les soldats ont été autorisés à voter par courrier depuis le front. Les exceptions accordées aux civils ne sont apparues que vers la fin du XIX^e siècle et ne se sont étendues que récemment. **La Californie** est devenue au cours des années 1980 le premier État à permettre à tout électeur de voter par correspondance sans justification.

En pratique, le vote par correspondance est la traduction identique de deux cas de figure qui répondent à des appellations différentes aux États-Unis : *absentee voting* et *vote-by-mail*. Dans le premier cas, un électeur devra solliciter l'envoi d'un bulletin de vote par correspondance pour pouvoir voter de cette manière, souvent en devant justifier sa demande. **Dans le second cas**, il s'agit de l'une des options de vote proposées par l'État, et tous les électeurs reçoivent chez eux un bulletin de vote. Donc, tous les bulletins *absentee* sont envoyés par la poste aux électeurs, mais tous les bulletins envoyés aux électeurs ne sont pas des bulletins *absentee*.

Le **vote par correspondance** est particulièrement développé dans les États de l'Ouest, dont la plupart proposent de voter prioritairement de cette manière (*all-mail elections*). C'est le cas de l'État de Washington, de l'Oregon, de la Californie, du Nevada, de l'Utah et du Colorado. C'est aussi le cas à Hawaï et dans le Vermont. Tous ces États permettent également aux électeurs de voter en personne s'ils préfèrent. C'est ainsi que dans le Nevada seuls 44% des votants de **2024** ont choisi de voter par correspondance, contrairement à la majorité des électeurs des autres États concernés (99,3% dans l'Oregon, 98,5% dans l'État de Washington, 92,5% à Hawaï).

Au cours des dernières décennies, de nombreux États ont assoupli les exigences imposées pour voter par correspondance, de sorte que la majorité d'entre eux n'exigent aujourd'hui plus de justification pour voter de cette manière (*no-excuse absentee voting*). Dans ces États, les électeurs doivent cependant demander un bulletin. Il n'est pas envoyé à tous par défaut. Au total, ce sont 37

États dans lesquels la pratique est la norme ou facilitée.

Figure 12. Conditions du vote par correspondance (2026)

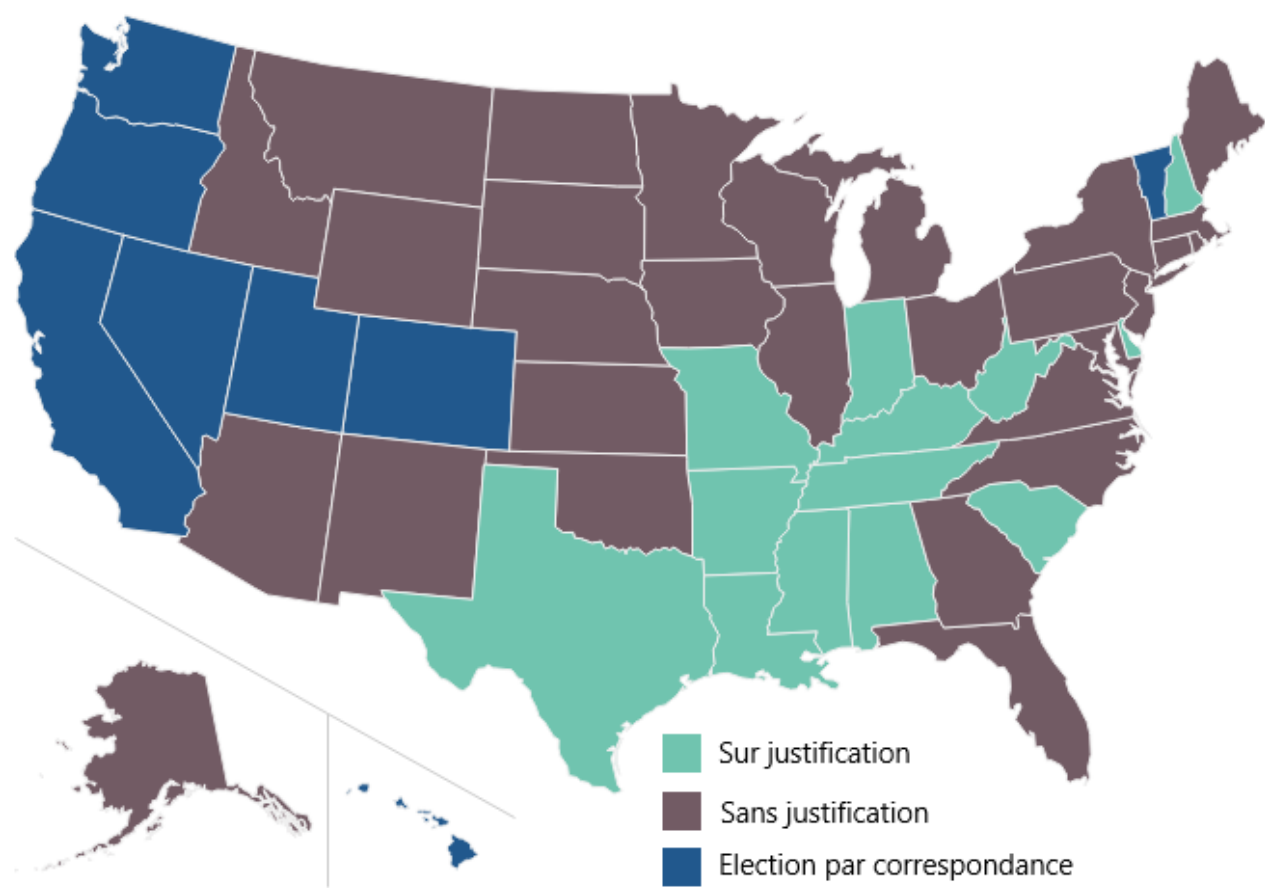
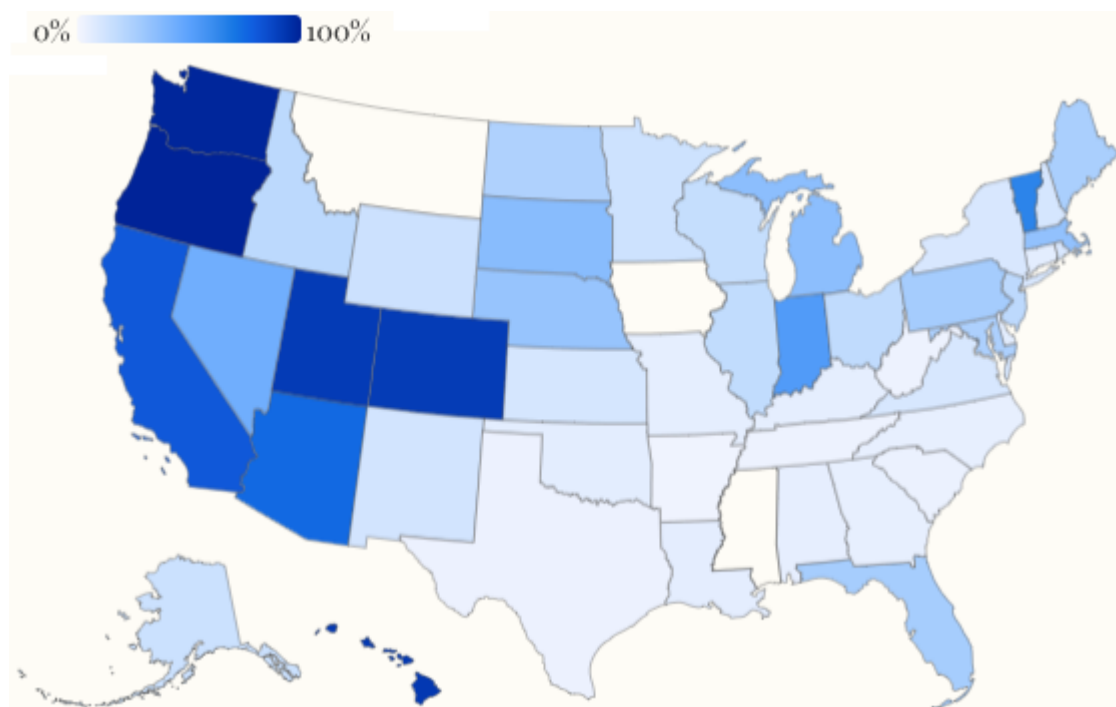


Figure 13. Part du vote par correspondance par État (2024)



D'autres États imposent en revanche d'importantes restrictions à l'usage du vote par correspondance, ce qui y limite son utilisation. Il faut, par exemple, étudier hors de l'État, être en situation de handicap, être âgé de plus de 65 ans ou être à l'étranger le jour du vote pour pouvoir voter par correspondance. C'est principalement le cas dans le Sud, et certains États du Nord-Est, parmi lesquels le Connecticut, le Delaware, l'Indiana ou le New Hampshire.

Dans tous les États, y compris ceux qui imposent de fortes contraintes, le vote *absentee* est un droit pour le personnel militaire et les citoyens expatriés, qui sont protégés spécifiquement par deux lois fédérales : l'UOCAVA (*Uniformed and Overseas Citizens Absentee Voting Act*) de 1986 et le *Move Act* de 2009. Parmi les exigences imposées aux États vis-à-vis de ces électeurs figurent notamment l'envoi des bulletins de vote au moins quarante-cinq jours avant l'élection et la transmission des bulletins par voie électronique aux électeurs qui le souhaitent. Le **renvoi par email** des bulletins complétés n'est en revanche possible que dans 25 États (et en Arizona par certains comtés seulement). Par ailleurs, dans les États restrictifs, le bulletin n'est envoyé que si l'électeur en fait la demande.

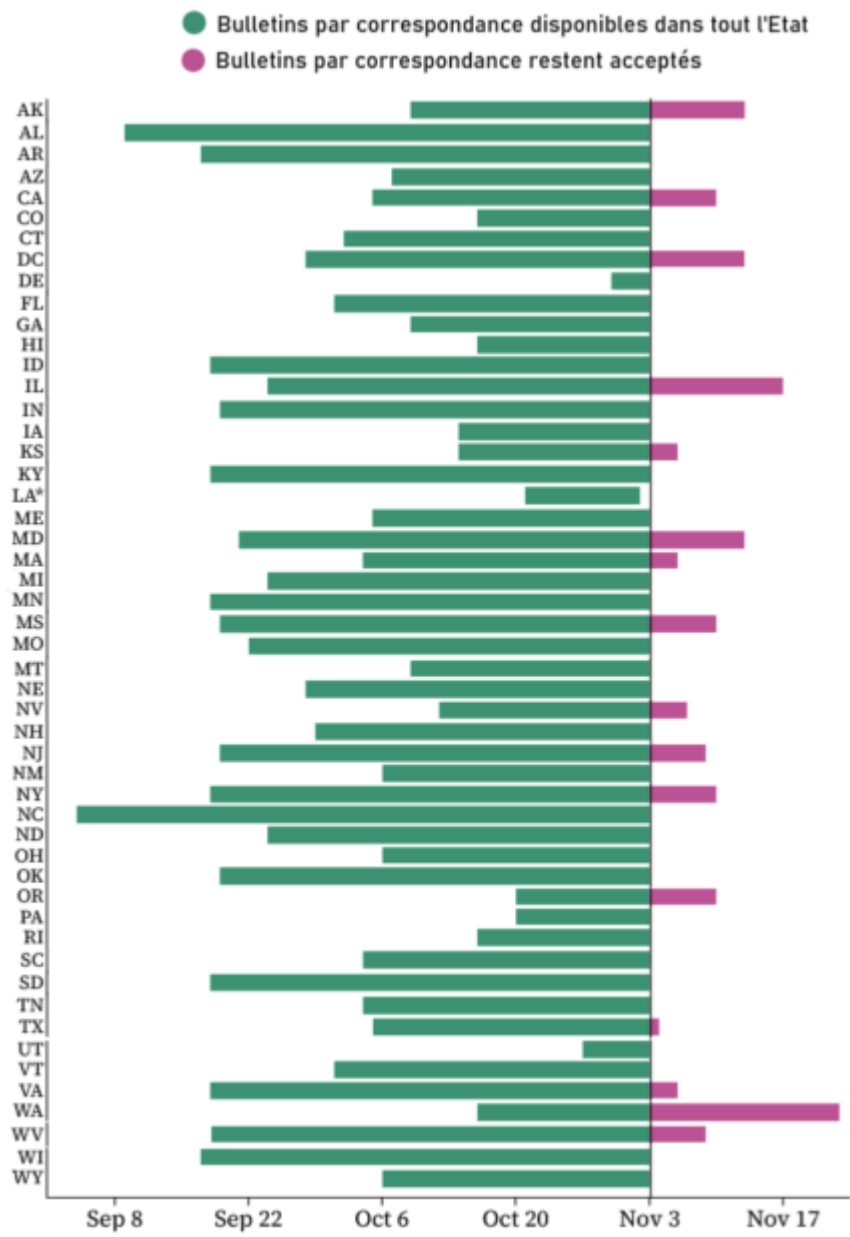
En 2020, du fait de la pandémie de Covid-19, l'usage du vote par correspondance a été **largement étendu**, y compris dans 14 des 16 États qui le limitaient très strictement habituellement. Seuls le Texas et l'Indiana n'ont pas assoupli leurs règles. Au niveau national, 43% des électeurs ont voté par correspondance cette année-là, contre 30,5% en personne le jour de l'élection et 30,5% en personne avant l'élection¹¹. Après 2020, cependant, seule la Virginie a conservé cet assouplissement.

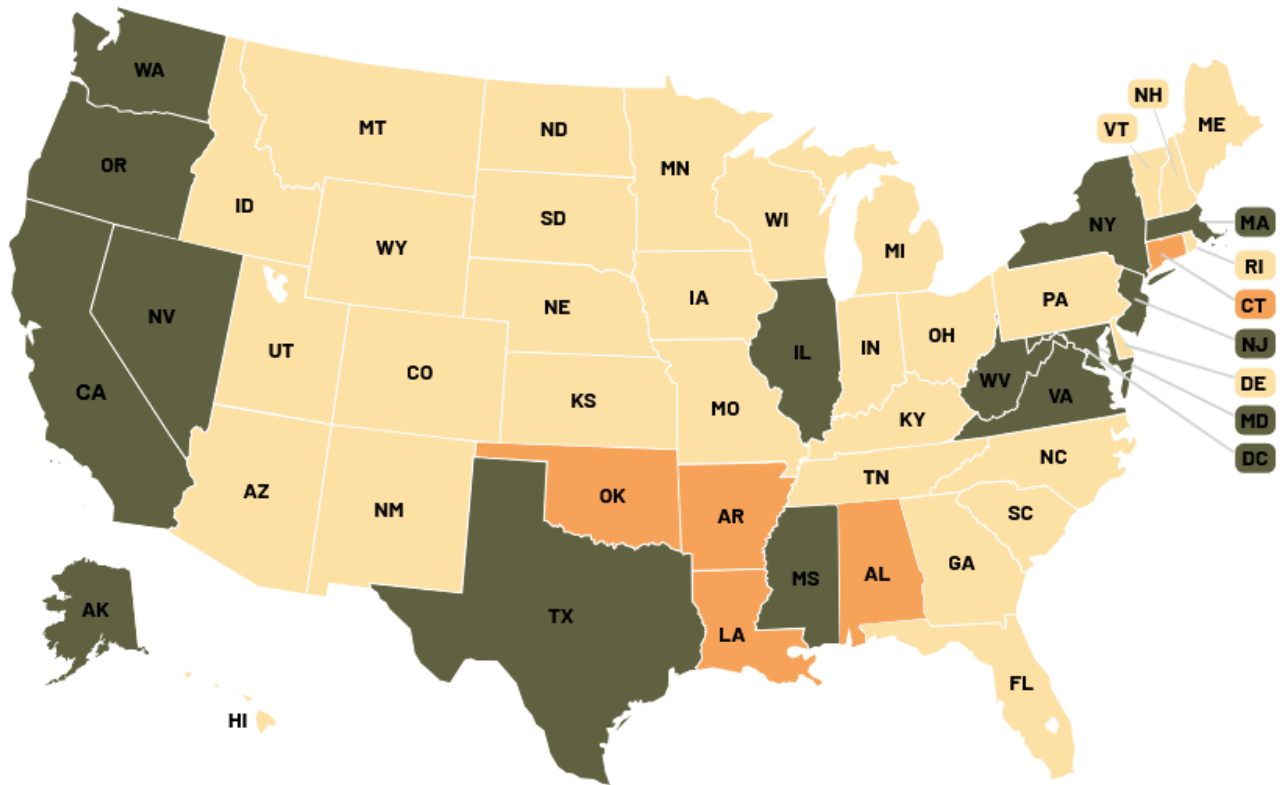
Pour voter par correspondance, l'électeur doit remplir le bulletin reçu par la poste, le mettre dans l'enveloppe fournie à cet effet, qu'il doit dater et signer. Il dispose alors de trois options¹² : la déposer en personne dans un bureau de vote, la déposer dans une boîte à bulletins de vote (*drop box*) ou l'envoyer par courrier. Le risque de la mettre dans une boîte aux lettres classiques si elle est postée peu de temps avant l'élection est qu'elle soit tamponnée tardivement. Or, le cachet de la poste fait foi pour la recevabilité du bulletin de vote. Le rôle des services postaux dans l'acheminement des bulletins fait aujourd'hui redouter à certains des tentatives d'ingérence dans le processus électoral, car la poste est une agence fédérale dont le directeur a été nommé par Donald Trump et a montré des velléités de se plier à ses demandes.

Voter de manière anticipée, en personne ou par correspondance, permet de se mettre à l'abri d'impondérables qui empêcheraient de voter le jour de l'élection. Cela comporte cependant aussi des risques : une fois le bulletin soumis, il n'est plus possible de revenir en arrière, quels que soient les changements de situation. Plusieurs dizaines de milliers d'électeurs démocrates wisconsiniens qui avaient voté par correspondance relativement tôt en ont fait l'expérience lors de l'élection primaire de 2026 pour le poste de gouverneur. Deux des principaux candidats se sont retirés tardivement, moins d'un mois avant les élections. Les électeurs qui avaient déjà renvoyé leur bulletin de vote n'ont pas pu revoir leur copie le jour de l'élection, **malgré un recours judiciaire du Parti démocrate** local qui avait demandé que les électeurs qui le souhaitent puissent annuler leur bulletin anticipé ou par correspondance et voter à nouveau le jour de l'élection.

Inversement, trop tarder à envoyer son bulletin peut le rendre invalide dans certains États, car les dates limites d'acceptation des bulletins de vote sont variables. Dans la plupart des États (35 d'entre eux), les bulletins doivent être parvenus aux autorités le jour de l'élection ou avant. **Dans les 15 États restants**, ils sont acceptés après l'élection, jusqu'à vingt-et-un jours après pour l'État de Washington, dans la mesure où ils ont été postés au plus tard le jour de l'élection (ou dans certains cas avant).

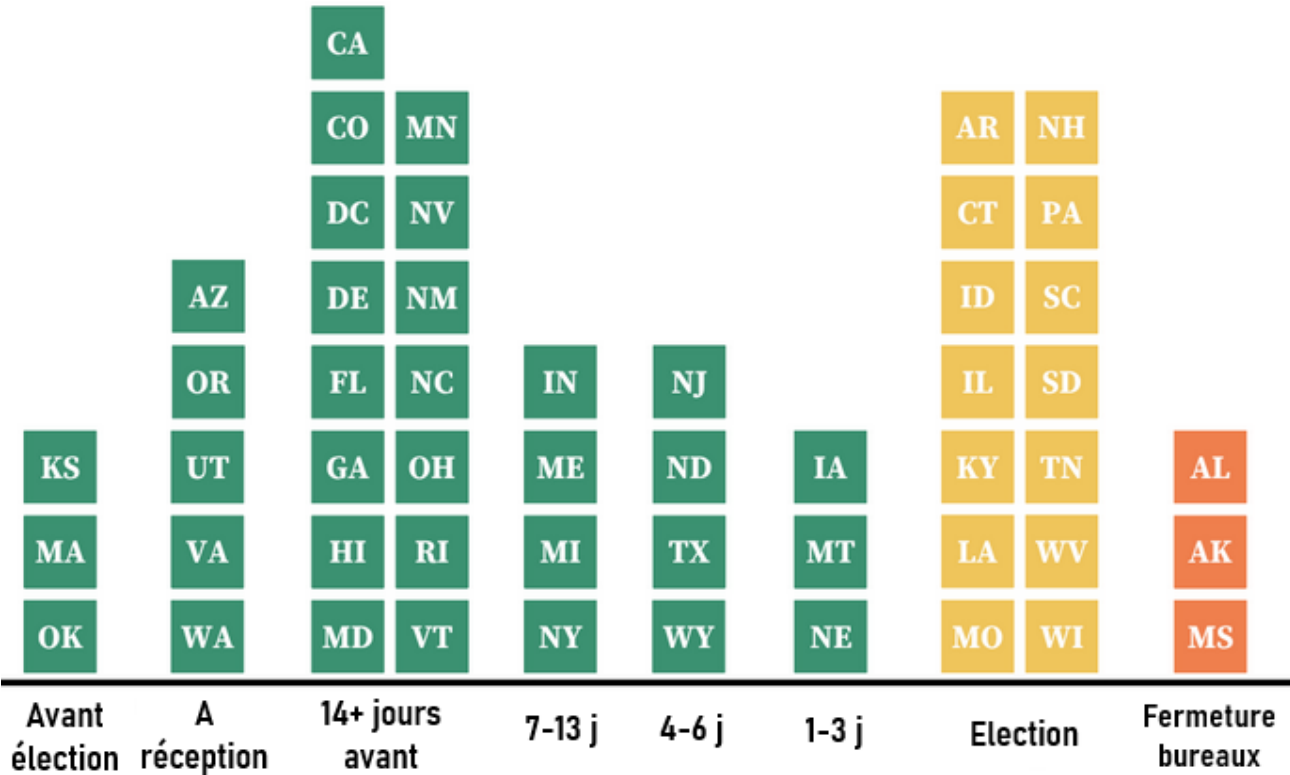
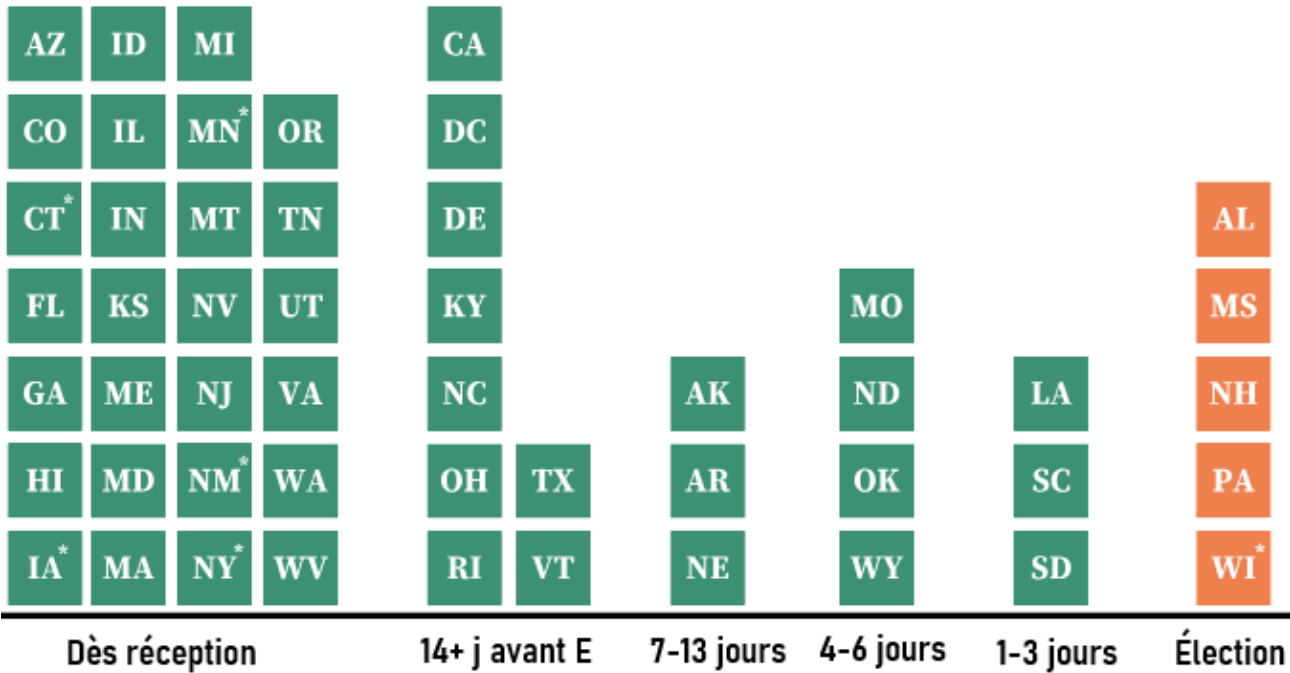
Figure 12. Conditions du vote par correspondance (2026)





Indépendamment de la date limite d'acceptation des bulletins, leur traitement varie lui aussi entre États, à la fois quant à la manière et en termes de durée. Le processus comprend un certain nombre d'étapes qui peuvent se révéler à la fois chronophages et incompressibles, même si le degré d'automatisation est élevé. Par conséquent, il est préférable de débiter le traitement dès que possible, de sorte que la publication des résultats puisse se faire plus rapidement. C'est loin d'être anecdotique, car dans le contexte actuel, plus les résultats tardent à venir, plus ils prêtent le flanc à des accusations de fraude, en particulier dans le cas d'élections où le résultat est serré. Or, tous les États ne permettent pas de débiter le traitement des bulletins par correspondance avant le jour de l'élection.

Figures 15A - 15B. Moment à partir duquel les enveloppes et les bulletins par correspondance peuvent être traités



Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Le matériel : machines à voter et bulletins de vote

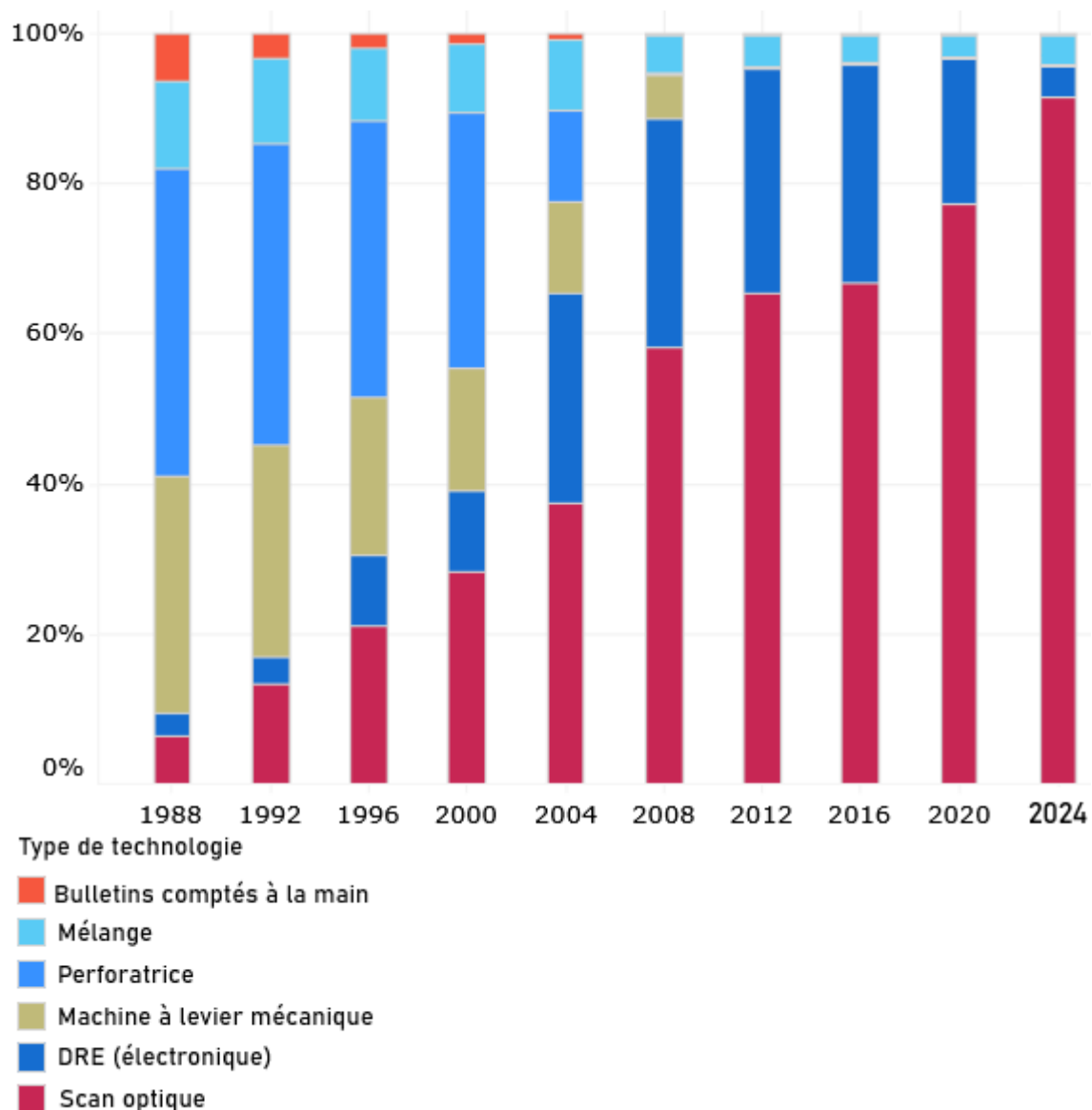
Machine à voter ou bulletin papier ?

Au cours de l'histoire, **cinq méthodes** de vote ont été utilisées à travers les États-Unis : le bulletin papier compté manuellement, la machine à levier mécanique, la perforatrice, le bulletin papier scanné et la machine à voter électronique (*direct-recording electronic* – DRE), avec des variations sur la manière dont chaque méthode a été utilisée.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le principal mode de vote était le bulletin papier compté à la main. Les **machines à levier** sont apparues à partir des années 1890. Les perforatrices ont été mises au point dans les années 1960, au moment où les scanners à bulletins papier ont également commencé à être utilisés. L'utilisation des DRE s'est généralisée au cours des années 1970.

Les usages se sont profondément modifiés au cours des quarante dernières années. En 1988, le mode de vote le plus répandu était la perforatrice, devant les machines à levier. Les scanners étaient encore peu répandus. Au cours des années 1990, les deux méthodes principales ont commencé à reculer au profit des scanners optiques et des DRE. À la suite du fiasco électoral de 2000 en Floride, qui était en partie dû aux machines à voter, le Congrès a accru les exigences les concernant dans le *Help America Vote Act* (HAVA) de 2002, menant *de facto* à l'interdiction des machines à levier mécanique et des perforatrices, qui ne répondaient plus aux nouvelles normes. Cela a conduit à augmenter l'usage des bulletins scannés et des DRE. Les controverses autour de la traçabilité du vote *via* DRE, ravivées après l'élection de 2020, ont généré de la défiance et limité leur progression.

Figure 16. Évolution des technologies électorales (1988-2020)



Aujourd'hui, la plupart des Étatsuniens remplissent manuellement ou *via* une machine un bulletin de vote papier dont le dépouillement est automatisé par des scanners. Les **trois technologies électorales les plus répandues** sont :

- le bulletin papier rempli manuellement par l'électeur, puis dépouillé par un scanner optique (*optical scan paper ballot*) ;
- le bulletin rempli sur une interface électronique (*ballot marking device* – BMD), qui se présente à l'écran comme un bulletin papier et qui est ensuite émis par la machine sous forme de bulletin papier, lequel est dépouillé selon différentes méthodes, généralement par des scanners optiques ;
- le DRE, qui permet à l'électeur de sélectionner ses candidats sur une interface électronique, souvent tactile, qui ne se présente pas comme un bulletin classique. Le vote est ensuite

enregistré directement sur la machine. La plupart des DRE actuelles disposent d'un système de traçabilité papier du vote (*Voter-Verified (ou Verifiable) Paper Audit Trail – VVPAT*) qui peut être utilisé pour les recomptages ou les audits.

La plupart des États disposent d'un panel d'équipements selon les juridictions, et certains comtés ruraux continuent d'utiliser des bulletins papier dépouillés à la main.

Les bulletins de vote

Le bulletin de vote étatsunien est une œuvre d'art – ou vient tout droit du musée des horreurs, selon les avis. Une chose est sûre : il n'a rien à voir avec notre petit bulletin glissé dans sa petite enveloppe elle-même glissée dans l'urne.

La raison est que les Étatsuniens votent toujours pour plusieurs élections à la fois, fréquemment plus de dix, notamment lors des années présidentielles, et que toutes ces élections figurent sur le même bulletin. Le 3 novembre 2026, ce sont plus de 50 000 élections qui auront lieu, dans un pays qui compte environ 500 000 élus. Les bulletins sont donc généralement longs, voire très longs. Par ailleurs, les scrutins sont différents selon les juridictions, c'est donc à chaque juridiction son bulletin, avec des formats variables.

Figure 17. Bulletin de vote de la primaire californienne de juin 2026

SAMPLE BALLOT
STATEWIDE DIRECT PRIMARY ELECTION, JUNE 2, 2020
COUNTY OF SANTA BARBARA

Ballot Type 2

Instructions for Voting

- To vote for a candidate, use a black or blue ballpoint pen to completely fill in the oval ☐ next to the candidate's name or the word "write for the office" in the box.
- To vote for a qualified writer in candidate, write the name in the blank space provided and fill in the oval.
- If you make a mistake, correct the mistake without the instructions or to obtain another ballot. A mistake in one contest does not affect the rest of the ballot.
- Do not select more candidates than the number to be elected. You may vote in as many or as few contests as you want.

WRITE FOR THE OFFICE

All voters may vote in these contests.

Candidates display a party preference (or None) for the information of voters. This is not a party endorsement or approval.

STATE

Candidate		Write for the Office
LOKASZ AGAR PLUNKO Party Preference None Father	☐ SOPHIA TSONG-I-GAM Party Preference Democratic Regional Manager	☐ RANDY E. SHILLON Party Preference Republican Business/Professional/Manager
DEREK FARMAN Party Preference None Real Estate Broker	☐ MAURO ALBERTO DOMESTO Party Preference None Small Business Owner	☐ LINDSEY BROWN Party Preference None Logistics/Professional/Chaplain
LEO KARANAS IV Party Preference Republican Real Estate Agent	☐ SARAH'S OSAMA THAM Party Preference Democratic Business Owner	☐ PATRICIA DE LUCA KALLALZO Party Preference Republican Real Estate Broker
TIM NELSON Party Preference Republican Political/Religious Advocate	☐ ANTONIO VILLARDOVA Party Preference Democratic Political/Religious Advocate	☐ LOUISE A. DE BARRIOSA Party Preference Republican Teacher/Business Owner
TOM STEVEN Party Preference Democratic Creative Advocate	☐ MARGARET TROWER Party Preference None Public Worker	☐ RAJ RAB Party Preference Republican Student/Entrepreneur
ERIC SWANWELL Party Preference Democratic U.S. Representative	☐ TONY E. THURMOND Party Preference Democratic California State Representative/Public Worker	☐ GAYLEN RAY Party Preference Democratic Professor
BOBBY P. JENSEN Party Preference Democratic Chief Executive Officer	☐ THUNDER FAIRLEY Party Preference Republican Market Analyst	☐ RANNEY ROBINSON Party Preference None General Counsel/Writer
FREDERIC C. BURLINZ Party Preference None Human Rights Attorney	☐ KATIE PORTER Party Preference Democratic Consumer Protection Advocate	☐ LEMUS HONG Party Preference None
TORENTINE N. LAMBERTO Party Preference None Public Health Nurse	☐ TOM WOODARD Party Preference Republican Retailer/CEO	☐ RAFAEL M. HERNANDEZ Party Preference Republican Businessman/Computer Author
WESLEY LAFORCE Party Preference None Small Business Owner	☐ JEFFERIE JACOB Party Preference Republican Farm/Businessman/Coach/Writer	☐ JAM HENDERSON Party Preference None Business Owner
TAM LUNDE Party Preference None Entrepreneur	☐ SHAN "SHIP" BOWLER Party Preference Democratic Consultant/Non-Profit/Entrepreneur	☐ TRISTE WILSON Party Preference Republican Small Business Owner
STEPHEN TOLKING Party Preference Republican Real Estate Broker	☐ DAVID SCHROEDER Party Preference Republican Real Estate Investor	☐ NAOMI SAKLEV Party Preference None Musician/Producer/Writer
JAMES ATWANG JR. Party Preference Republican Real Estate Agent	☐ AMANDA BROWN Party Preference None Business/Entrepreneur	☐ GABRIEL BERNARD Party Preference None Voting Rights Attorney
LARRY ALVAREZ Party Preference Democratic Businessman	☐ MIKE MARRAS Party Preference Democratic Musician/Artist	☐ CAROLINA BULLER Party Preference Democratic Civil Rights Advocate
MICHAEL AMP Party Preference Democratic Community Organizer	☐ BRIAN MARRAS Party Preference None Civil Engineer	☐ CHAD BARCO Party Preference Republican Business/Community/Health
ANASTAS KURESE Party Preference Democratic Mathematician	☐ DANIEL MARRAS Party Preference None Mathematician/Businessman	☐ JOSEPH CARRERA Party Preference Republican Business Administrator
DEREK GRADY Party Preference Republican District Teacher/Educator	☐ BETTY T. YEE Party Preference Democratic Family Care Navigator	☐ ELANIE CLOTTI Party Preference Republican Entrepreneur/Farmer/Coach
TONY J. GARCIA Party Preference None Doctor of Chiropractic	☐ NANCY D. YOUNG Party Preference None CEO/Businesswoman/Writer	☐ JANE E. JACOB Party Preference Democratic Business Owner/Entrepreneur
DAVID KELLEY Party Preference None Father	☐ ALISA OLSON CAMP Party Preference Republican Party Preference Republican	☐ MIKE FORD Party Preference None Business Owner/Father
JANE KOWALCHUK Party Preference None Communications Executive	☐ MATTHEW CHASE LEVY Party Preference Democratic Entrepreneur/Physician	☐ None
GARY HOWARD RUSSELL Party Preference Democratic Building Consultant	☐ DUANE TERRY LYNCH JR. Party Preference None	☐ None
Continued on Reverse		
		Write for the Office
TRIE LYNCH Party Preference Republican Business Owner/Manager	☐ JOSEPH LYNCH Party Preference Democratic Business/Community/Manager	☐ MICHAEL TURBO Party Preference Democratic Land/Property/Real Estate/Manager
JENNIFER LYNCH Party Preference Democratic Customer Experience Consultant	☐ DAVID PENNELL Party Preference Republican Businessman	☐ TIM WYATT Party Preference Democratic Businessman/Manager/Producer
LEONARD ROBERTO Party Preference Republican Education/Businessman	☐ ALICE DYER Party Preference None Business/Manager/Producer	☐ POMA MA Party Preference Democratic State Representative/CEO
RAULBY CHRISTIAN Party Preference None Business Owner	☐ BOB SHILTON Party Preference Republican Software Technology/Consultant	☐ OLIVER MA Party Preference Democratic Civil Rights Lawyer
DAVID TOLKING Party Preference Republican Farm/Business Owner	☐ ABIGAIL TAYLOR Party Preference Democratic Professor	☐ None
SEAN TOLKING Party Preference None Manager	☐ JANELLE KELLMAN Party Preference Republican Climate Risk Executive	☐ None

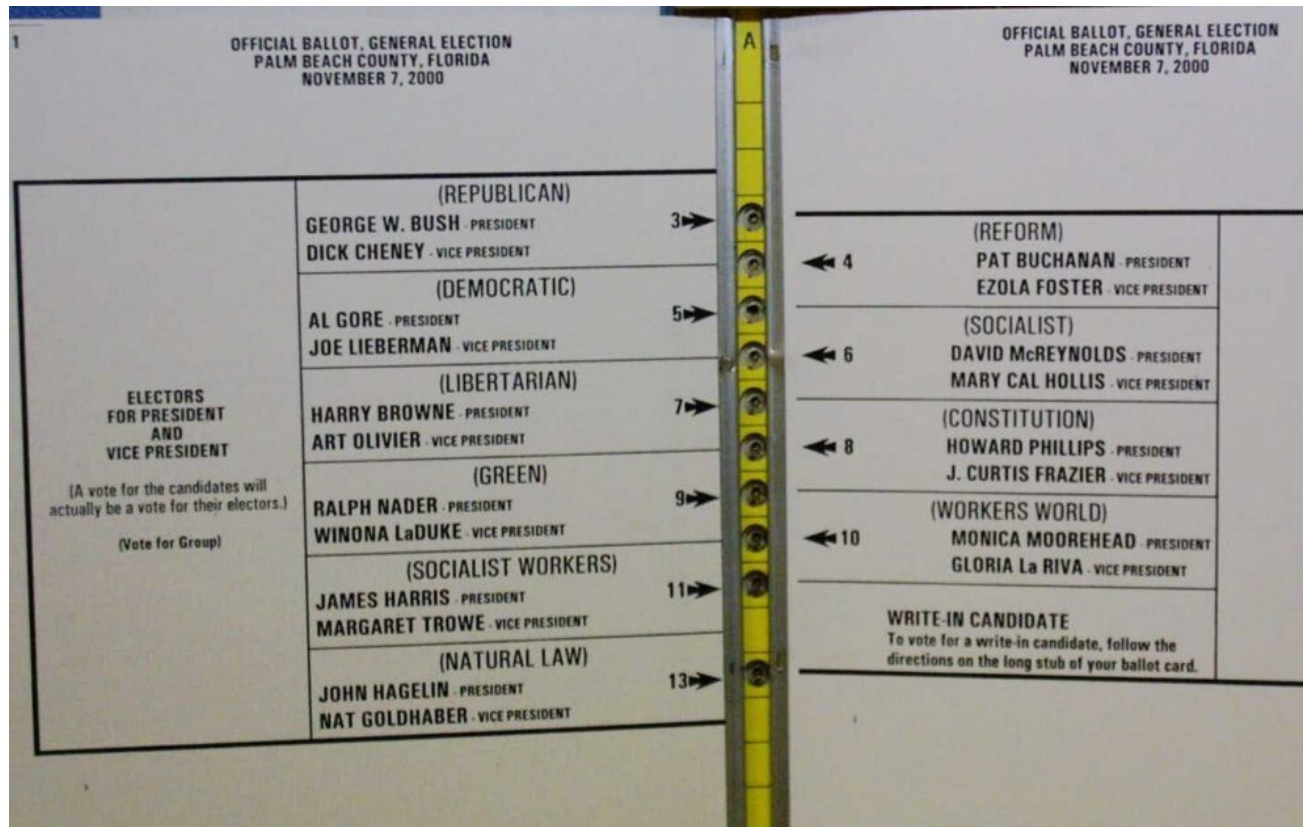
VOTE BOTH SIDES

1000-1000 1000-1000

[illegible]

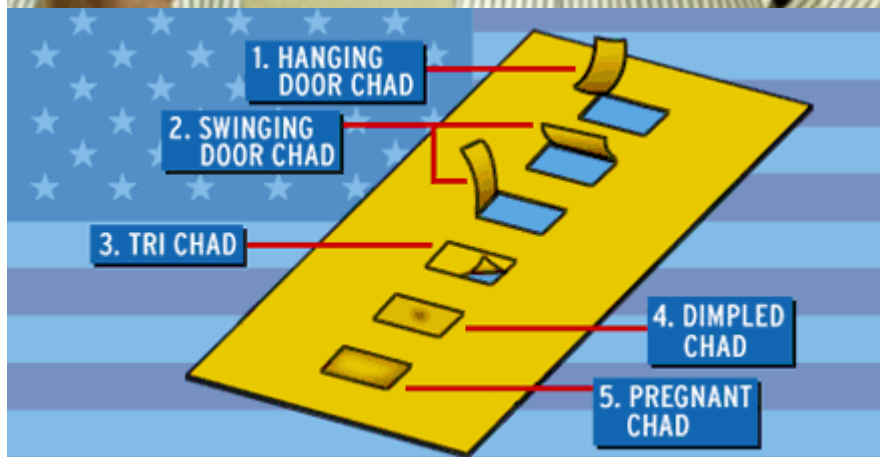
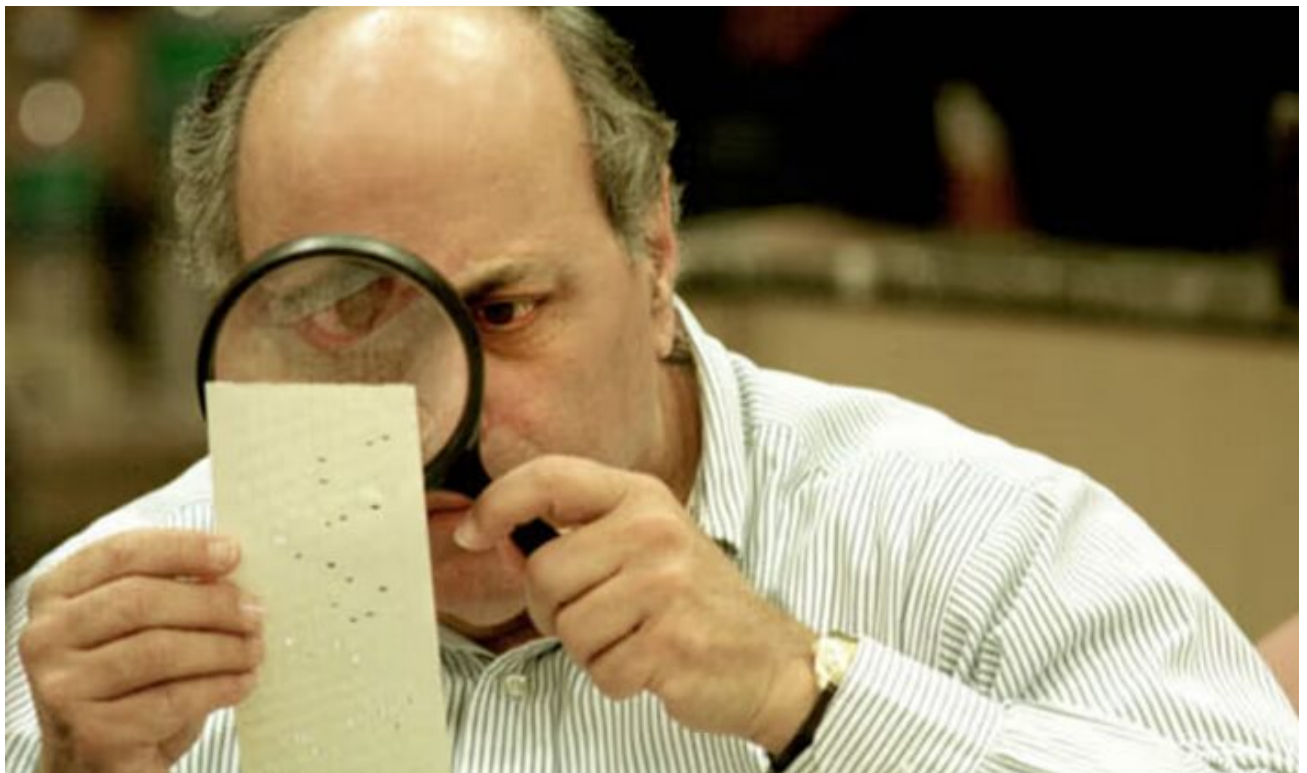
Certains bulletins, par le passé, ont ainsi créé la controverse. C'est notamment le cas des fameux « bulletins papillon » (*butterfly ballots*) utilisés en 2000 dans le comté de Palm Beach, en Floride. Ils ont conduit à des **votes par erreur** de plus de 2000 démocrates (qui voulaient voter pour Al Gore) en faveur de Pat Buchanan, dans une élection présidentielle qui s'est jouée, rappelons-le, à 537 voix, précisément en Floride.

Figure 18. Bulletin « papillon » utilisé dans le comté de Palm Beach le 7 novembre 2000



La Floride a été le théâtre d'une autre controverse liée aux bulletins de vote (et aux machines à voter) en 2000, dans le contexte de l'élection présidentielle extrêmement serrée : la controverse des confettis (*chads*). Les électeurs devaient perforer sur le bulletin des trous correspondant aux candidats pour lesquels ils souhaitaient voter. Le problème est que, sur un nombre non négligeable de bulletins, les confettis résultant de la perforation n'étaient pas complètement détachés. Cela donna lieu à des débats interminables sur la validité de tel ou tel vote, selon que le confetti restait attaché au bulletin par un, deux ou trois coins.

Figures 19A - 19B. Examen d'un bulletin litigieux par le juge Robert Rosenberg (comté de Broward) en 2000, et exemples de poinçonnages litigieux



Durée de traitement des bulletins de vote : ou pourquoi les résultats ne sont pas tous connus dès le jour de l'élection ?

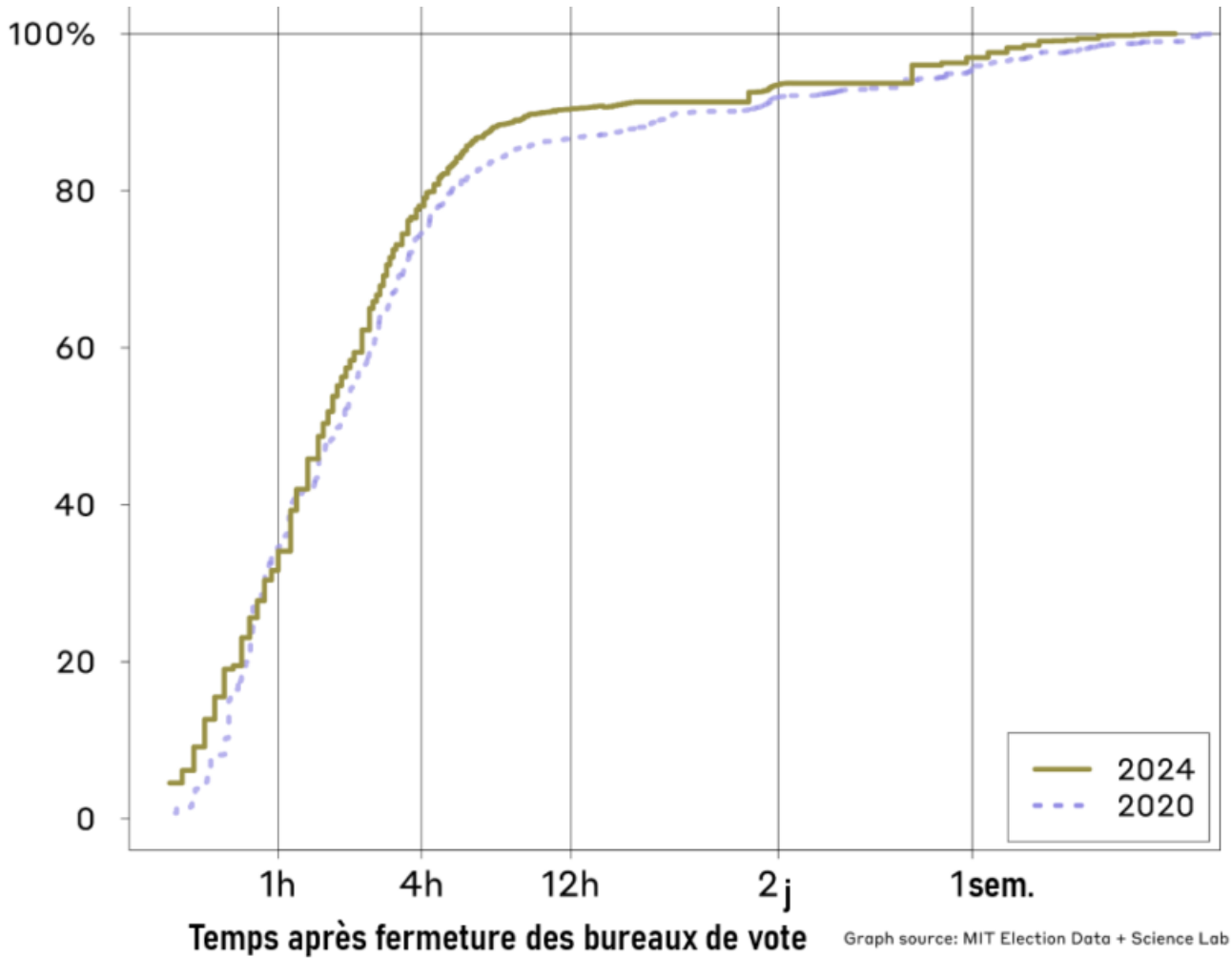
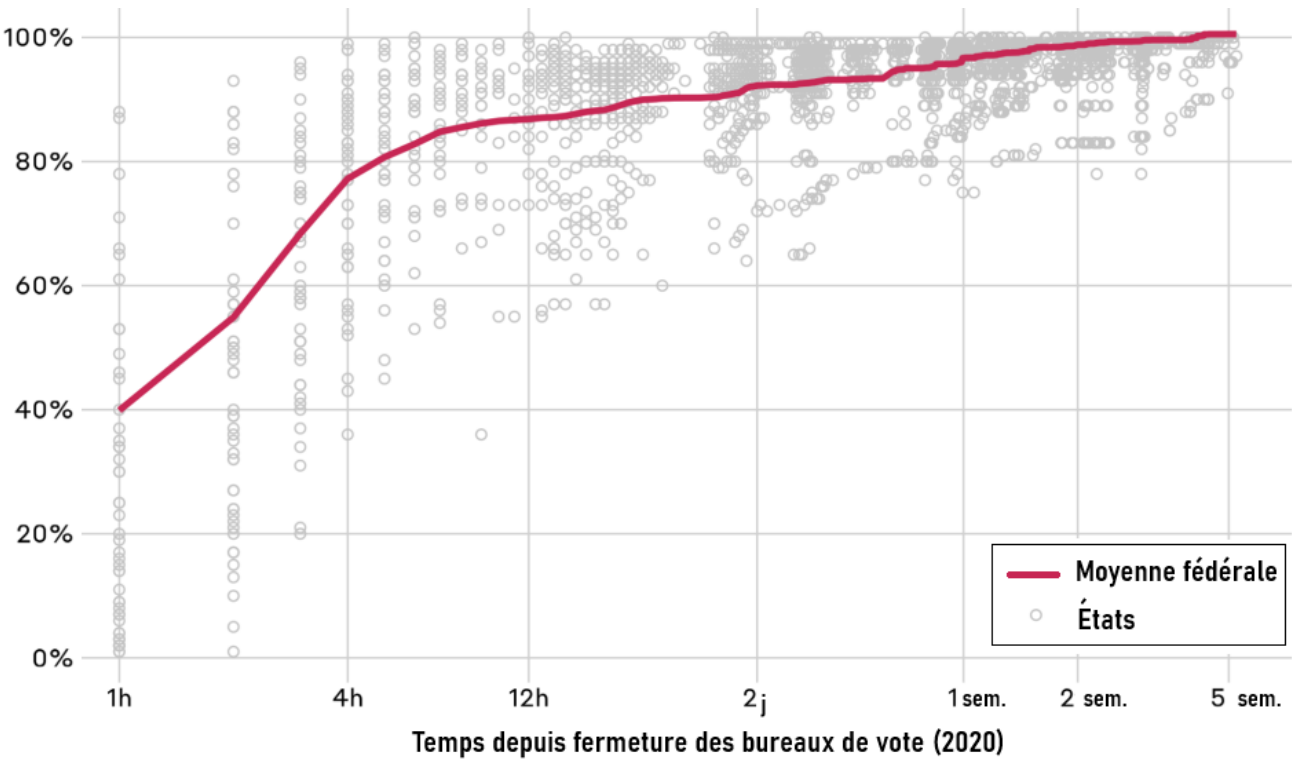
Le délai de publication des résultats préliminaires est un autre domaine dans lequel les variations sont importantes entre États, notamment du fait des règles électorales en vigueur. Un État qui utilise le vote par correspondance, débute plus tard le traitement de ces bulletins ou encore accepte pendant plusieurs jours après l'élection les bulletins qui ont été postés avant mettra plus de temps à atteindre un seuil important de bulletins dépouillés. Indépendamment de ces règles, il existe aussi des variations importantes entre États et au sein des États selon le nombre de bulletins à traiter, le nombre de scrutins, l'organisation du dépouillement (centralisé ou non, par

exemple) ou encore selon l'équipement et le personnel disponibles.

La très grande majorité des bulletins sont dépouillés en quelques heures. En 2024, ainsi, plus de la moitié des bulletins nationaux avaient été dépouillés deux heures après la fermeture des bureaux de vote et environ 80%, deux heures plus tard. En revanche, les derniers 10% ont pris beaucoup plus de temps et étaient concentrés dans quelques États. Cette année-là, il a fallu cinq heures en Géorgie pour que 95% des votes définitifs en faveur de Donald Trump et Kamala Harris soient décomptés. En **Arizona**, le même exercice a pris 147 heures. En 2020, il a fallu trois semaines pour que 99% des bulletins soient comptabilisés. À ce stade, **29 États** avaient achevé leur dépouillement, tandis que le Kansas et l'État de New York étaient respectivement à 97% et 83%.

Ces retards ne posent pas de sérieux problème lorsque l'un des candidats se détache nettement. En revanche, dans le cas d'élections serrées, la durée de dépouillement retarde la révélation du résultat, parfois de plusieurs semaines. Ce faisant, elle impacte aussi la confiance dans le processus électoral : dans le contexte actuel où des accusations infondées de fraude se répandent, plus les résultats tardent à venir, plus la défiance s'installe, surtout si les résultats définitifs diffèrent des résultats préliminaires. Il est pourtant peu surprenant que la structure des votes évolue au fil du dépouillement. On assiste fréquemment à des « mirages rouges » dans certains États, lorsqu'un candidat républicain qui semble suffisamment en tête pour l'emporter selon les résultats préliminaires voit son avance fondre jusqu'à disparaître une fois l'intégralité des bulletins prise en compte, mais on assiste aussi parfois à des « mirages bleus », selon la provenance des derniers bulletins dépouillés. Le phénomène est identifié depuis 2004 et favorise plus fréquemment les démocrates. Il est dû à une **combinaison de facteurs** pas forcément tous identifiés, tels que la taille de la juridiction concernée, les profils politique, démographique et sociologique de ses électeurs, les modalités de vote et celles du dépouillement.

Figure 20. Pourcentage de votes bulletins dépouillés : (A) par État et en moyenne nationale selon le temps en 2020, (B) au plan national en 2020 et 2024



Qui paie et combien ça coûte ?

Il ne s'agit pas ici d'évoquer le **financement des campagnes électorales**, qui est un sujet à part entière, mais le financement des élections elles-mêmes : quel coût l'organisation des élections représente-t-elle et qui paie pour la conception et la production des bulletins, les machines à voter, l'acheminement des bulletins, le personnel des bureaux de vote, etc. ?

Contrairement à ce que beaucoup d'Étatsuniens pensent, ce n'est pas le gouvernement fédéral qui règle la note. Les coûts sont partagés entre les différents échelons territoriaux, et la répartition varie selon le type de dépenses, mais la majorité du financement est assurée par les juridictions locales, suivies par les États. L'État fédéral contribue relativement peu. Quelques États, qui ont un système électoral très centralisé, financent la quasi-totalité des coûts. C'est le cas de **l'Alaska, du Delaware et de l'Alabama**. Ils restent des exceptions. Cela constitue un problème pour de nombreux comtés et municipalités qui peinent à boucler leur budget.

Figure 21. Qui finance le matériel de vote ?

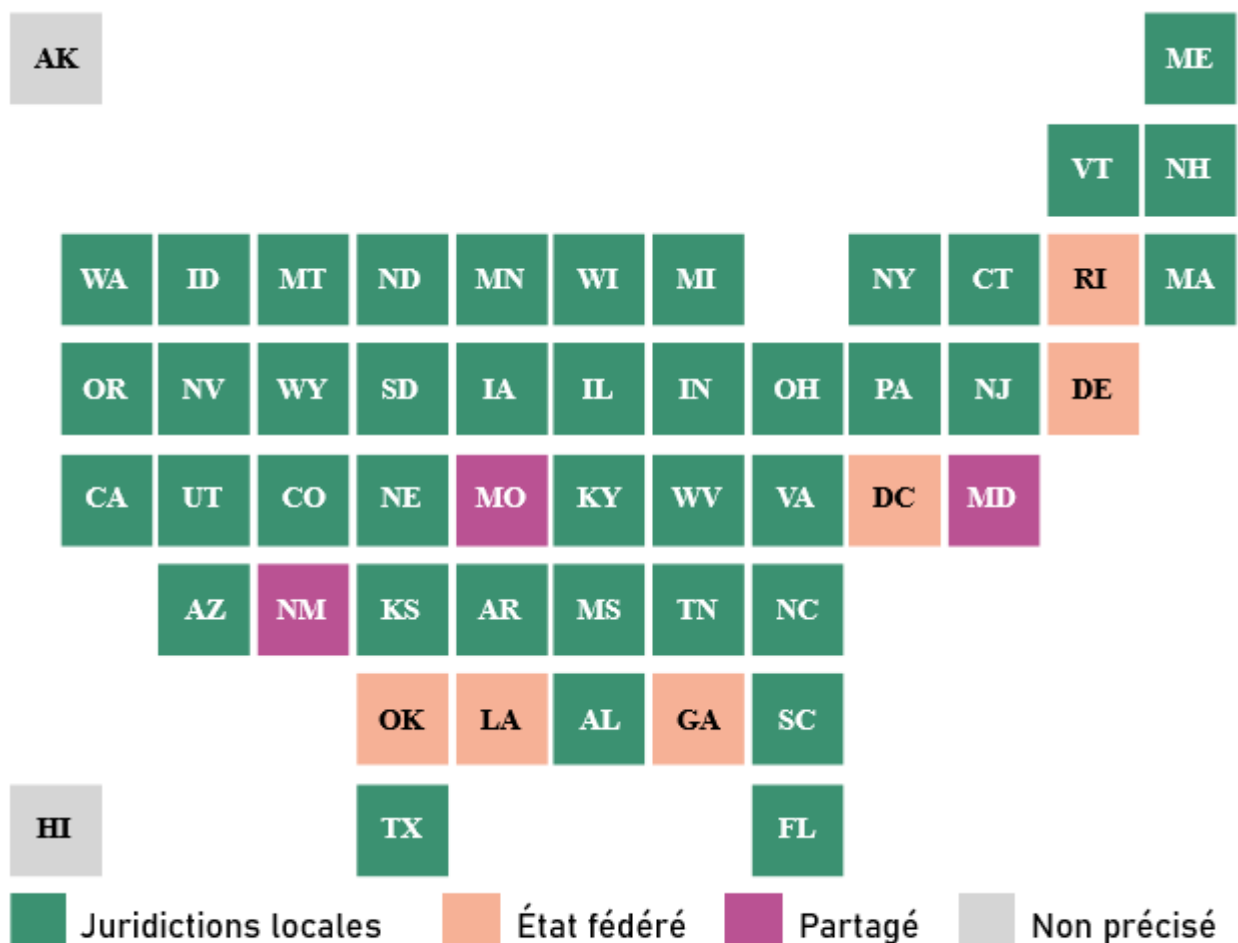
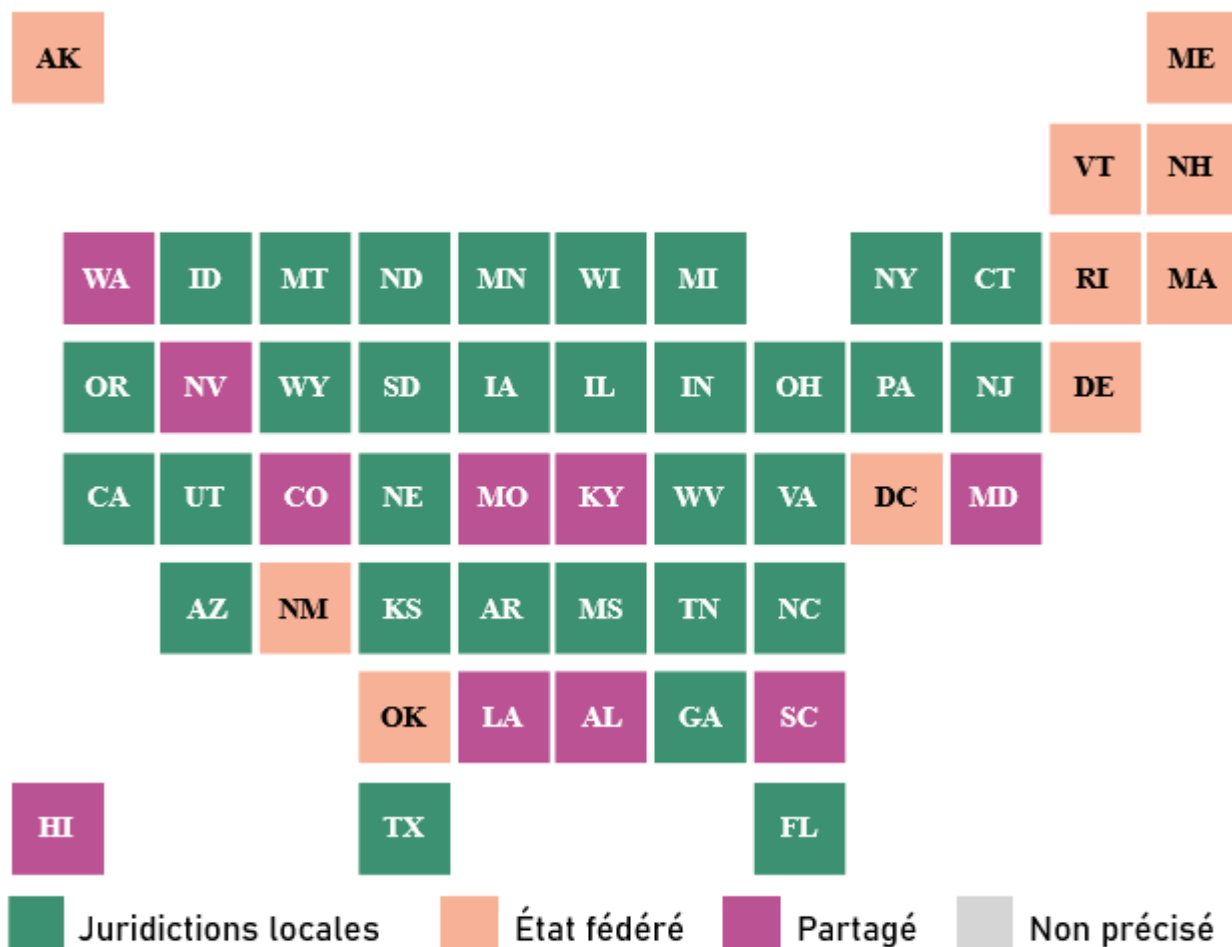


Figure 22. Qui finance les bulletins de vote pour les élections fédérées et fédérales ?



Le coût total est difficile à estimer, principalement du fait de l'éparpillement du financement. En 2022, le [MIT Election Data + Science Lab](#) estimait le coût pour une année électorale « classique » entre 4 et 6 milliards, et jusqu'à 10 milliards pour l'ensemble des élections de 2020.

Le sous-financement chronique du système électoral a conduit certaines juridictions à accepter des fonds privés pour financer l'organisation des élections. Cela a notamment été le cas en 2020, lorsque des besoins urgents et importants sont apparus pour permettre la tenue des élections dans le contexte de pandémie (acheminement de bulletins par correspondance, recrutement de personnel temporaire, achat d'équipements...). De nombreuses juridictions ont alors bénéficié de fonds de 5000 à 19 millions de dollars versés par le Center for Tech and Civic Life, une organisation à but non lucratif qui avait reçu un don de 350 millions de la part de Mark Zuckerberg et Priscilla Chan. En réaction à cet afflux d'argent privé, [29 États](#) ont depuis légiféré pour interdire ou encadrer l'utilisation de fonds privés pour financer l'organisation des élections.

Focus sur la Californie : mais pourquoi diable la publication des résultats prend-t-elle autant de temps dans cet État ?

Lors de chaque élection, la Californie est l'objet de critiques pour la lenteur de son processus électoral. En 2024, les résultats de plusieurs des élections législatives fédérales ont été connus le 12 novembre seulement, pour une élection qui s'est tenue le 5 novembre. L'avant-dernière élection à être tranchée par Associated Press l'a été le 27 novembre, et la dernière le 3 décembre.

La primaire du 2 juin 2026

À l'occasion de la primaire du 2 juin 2026, le délai de dépouillement a donné lieu à des accusations infondées de fraude de la part de l'administration Trump lorsque les positions des différents candidats ont évolué au fur et à mesure que les bulletins étaient dépouillés. Les résultats préliminaires de la primaire municipale de Los Angeles, rendus publics le soir du scrutin avec 49% des bulletins décomptés, indiquaient la maire sortante démocrate Karen Bass en tête avec 36,5% des suffrages devant l'acteur de télé-réalité républicain Spencer Pratt (29,5%), soutenu par Donald Trump, et la progressiste Nithya Raman (21%). Six jours plus tard, selon des résultats non encore définitifs avec 83% des bulletins comptabilisés, le classement était Karen Bass (34,7%), Nithya Raman (27,1%) et Spencer Pratt (26,7%). Les **résultats définitifs** ont permis à Karen Bass (34,3%) et Nithya Raman (29%) de passer au second tour tandis que Spencer Pratt (25,5%) et les autres candidats étaient éliminés.

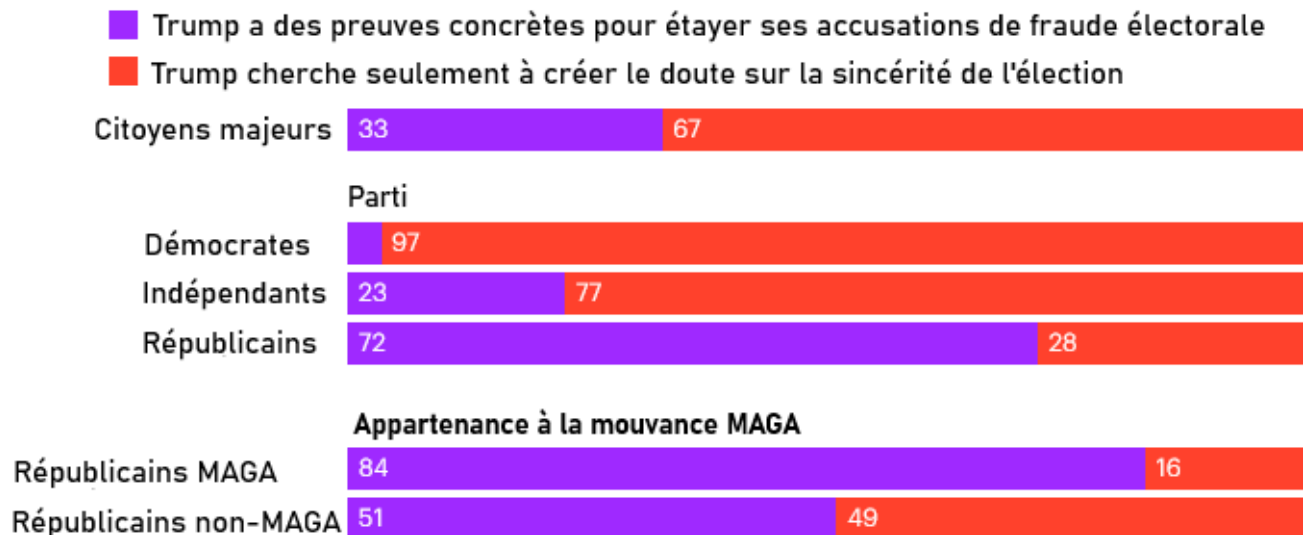
Ce mouvement par rapport aux résultats préliminaires a conduit Donald Trump et son administration à lancer des accusations de fraude. Le vice-président J.D. Vance a ainsi jeté le doute sur la sincérité du scrutin, faisant mine de s'étonner que la tendance politique des bulletins change au fil du dépouillement. Le 9 juin 2026, lors de l'émission de Jesse Watters sur Fox News, il **déclare** :

« *Fundamentally, the problem here with this whole thing is how is it that you had, you know, Karen Bass was in first place, Spencer Pratt was in second place, and then this other woman was in third place. You would expect these mail-in ballots to kind of meet that same basic pattern where, you know, number one would get the most votes, number two would get the second most votes, and so on. But somehow we find ourselves in a situation where number one, they're still receiving ballots. Not just counting ballots, Jesse, they're still receiving ballots. And number two, the way that they're coming in just so happens to work out such that the Republican is getting kicked out of the final two. So, it's a Democrat versus Democrat runoff. Uh, that seems pretty shady to me*¹³. »

Ces accusations répétées dans l'écosystème médiatique conservateur ont convaincu un tiers des

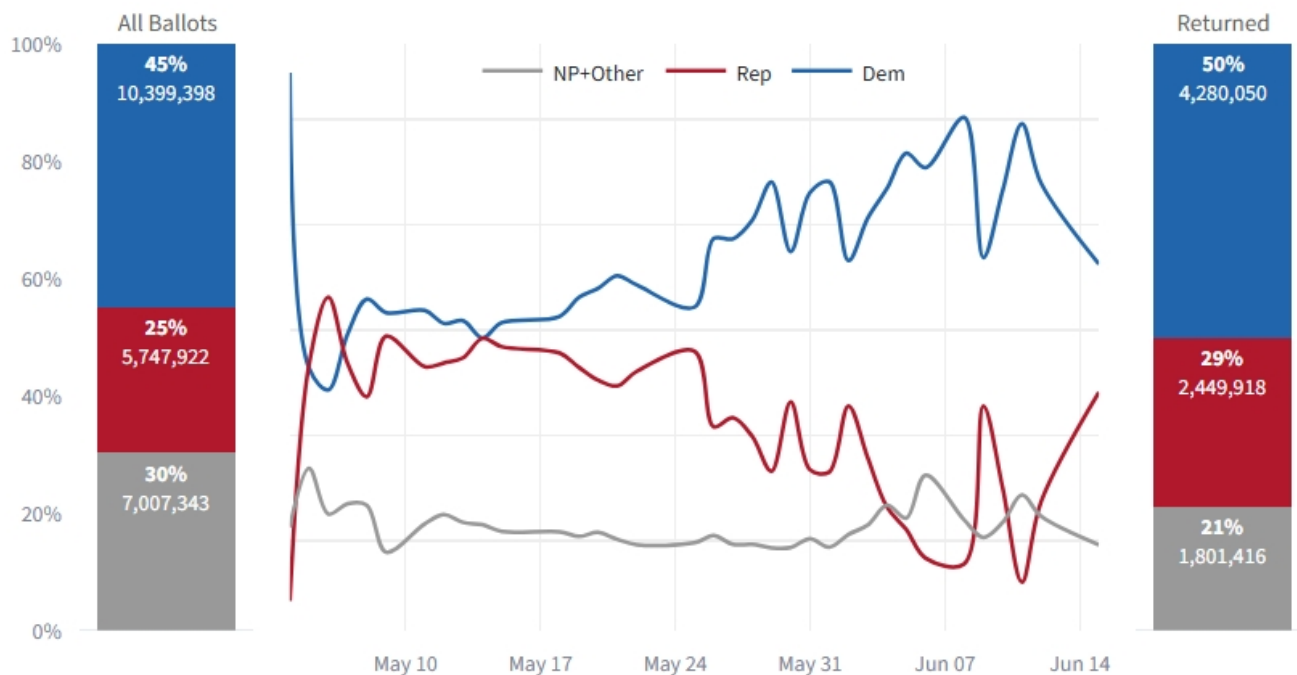
électeurs et 72% des républicains que l'élection était truquée.

Figure 23. Enquête YouGov conduite du 13 au 15 juin 2026



Ce cas de « mirage rouge » est pourtant explicable aisément par trois facteurs principaux. Premièrement, les démocrates votent davantage par correspondance que les républicains, et les bulletins par correspondance sont dépouillés après. Deuxièmement, les démocrates ont particulièrement attendu pour voter lors de cette primaire du fait des circonstances particulières de la primaire de 2026. Comme nous l'avons vu, le mode d'élection californien qualifie les deux candidats arrivés en tête au premier tour, quel que soit leur parti. On peut donc imaginer un scénario de premier tour dans lequel un éparpillement des voix démocrates sur de nombreux candidats, combiné à une consolidation des voix républicaines autour de deux candidats, éliminerait les démocrates du second tour. Ce scénario était tout à fait possible en 2026 à la primaire gouvernementale car, après la décision de Kamala Harris de ne pas se présenter, l'effondrement de la campagne de Katie Porter et le retrait d'Eric Swalwell en avril alors qu'il était devenu le favori démocrate, les électeurs démocrates avaient peu de certitudes sur les candidats autour desquels consolider leurs votes, leur faisant craindre un éparpillement important et une élimination. Parallèlement, deux candidats républicains (Steve Hilton et Chad Bianco) se détachaient nettement. Les électeurs démocrates de tout l'État ont donc attendu autant que possible pour faire leur choix, avec pour conséquence l'arrivée de plusieurs millions de bulletins après le jour de l'élection (rappelons qu'ils sont valides s'ils ont été postés au plus tard le jour de l'élection et qu'ils arrivent sous sept jours). Troisièmement, les démocrates sont beaucoup plus nombreux que les républicains à Los Angeles. Doit-on être surpris *in fine* que les deux candidates démocrates arrivées en tête cumulent 63,3% des voix et le candidat républicain 25,5% dans un comté dont les inscrits comptent 51% de démocrates et 19% de républicains ?

Figure 24. Répartition partisane quotidienne des bulletins de vote réceptionnés (mai-juin 2026)



Le processus électoral californien

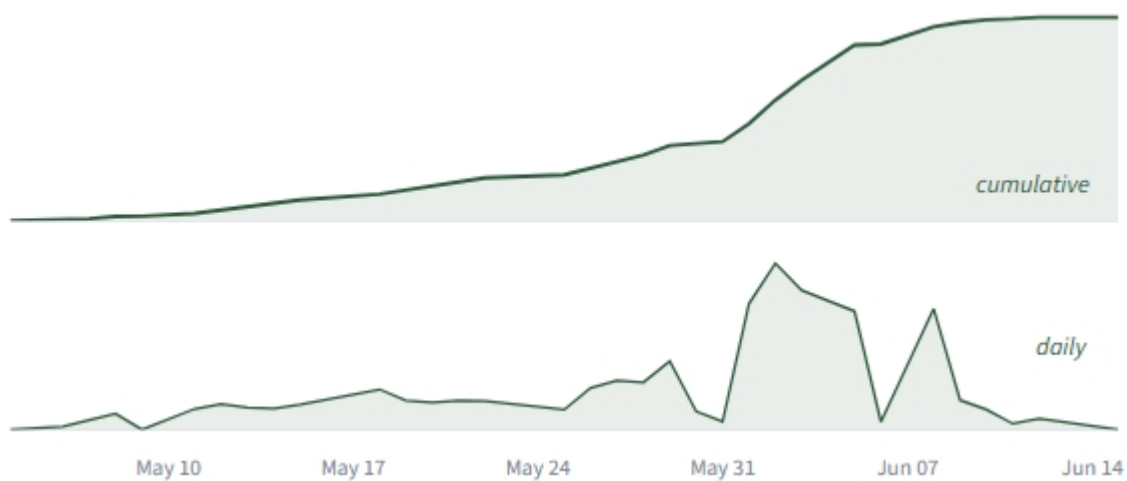
Indépendamment du contexte et des accusations, il reste difficilement compréhensible pour le néophyte que les résultats définitifs mettent autant de temps à être connus. Voici donc quelques éléments d'explication.

La Californie compte un grand nombre d'électeurs. Sur 23,1 millions d'inscrits, ils ont été 8,5 millions à voter en juin 2026, ce qui représente autant de bulletins.

Les bulletins sont longs. Du fait des multiples scrutins fédéraux, fédérés et locaux, et du nombre de candidats (61 rien que pour l'élection au poste de gouverneur), les bulletins comptaient (comme souvent) plusieurs pages, ce qui augmente le temps de traitement.

La période de réception des bulletins est étendue. Le délai légal d'acceptation des bulletins est de sept jours après l'élection (si postés au plus tard le jour de l'élection). Du fait du contexte particulier de la primaire de 2026, plus de 40% des bulletins sont arrivés après le jour de l'élection, et quatre jours après, 14% du total final n'avaient pas encore été reçus¹⁴.

Figure 25. Nombre de bulletins de vote (cumulés et par jour) réceptionnés en Californie (mai-juin 2026)



Une procédure de traitement qui prend du temps, en partie pour s'assurer que le plus grand nombre possible de bulletins puisse être accepté. Pour les bulletins par correspondance, qui représentent plus de 80 % des bulletins, le processus est le suivant :

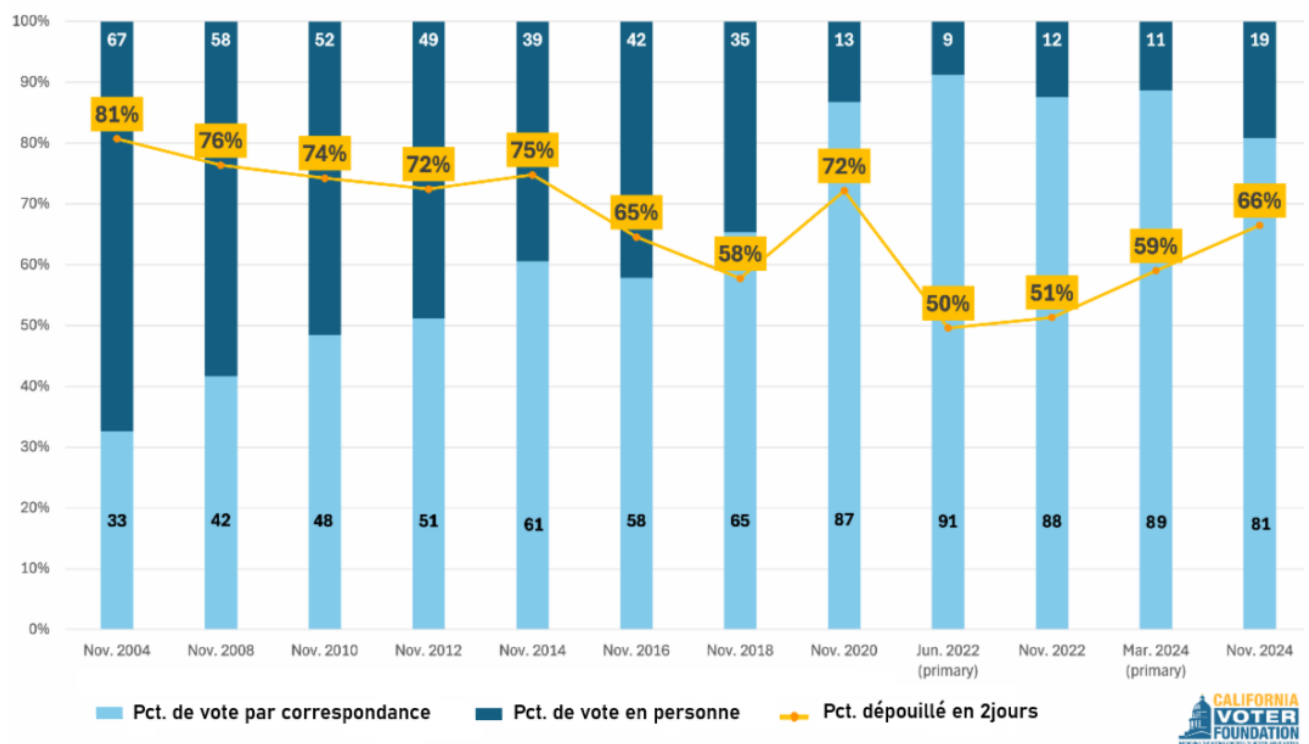
- réception du bulletin par le centre de traitement du comté ;
- scan de l'enveloppe, qui comporte un code-barre et la signature de l'électeur. La signature est automatiquement comparée à la signature qui figure dans le dossier de l'électeur. Si elle est reconnue, l'enveloppe poursuit son chemin. Si ce n'est pas le cas, elle est mise en quarantaine. On peut voir [ici](#) une brève vidéo du processus dans le comté de Yolo ;
- les enveloppes dont les signatures ne sont pas reconnues sont vérifiées par des agents électoraux. Si la signature est jugée valide, le bulletin réintègre le circuit. Si ce n'est pas le cas ou si elle est manquante, les services électoraux tentent de contacter l'électeur par téléphone, mail et/ou courrier pour lui donner la possibilité de venir prouver son identité. *In fine*, ce sont environ **0,63% des bulletins** (85 700 bulletins) qui ont été écartés en novembre 2024 pour cause de problème de signature ;
- ensuite vient l'ouverture des enveloppes, l'extraction des bulletins et la préparation pour le passage au scanner. C'est la partie du processus qui demande le plus de main-d'œuvre, même quand elle est partiellement automatisée. On peut voir [ici](#) une brève vidéo du processus dans le comté de Yolo. Si un bulletin est détérioré d'une manière qui empêche sa lisibilité par le scanner, son contenu est recopié par un agent (avec vérification d'un autre) de manière à pouvoir être lu par le scanner ;
- les bulletins sont ensuite scannés (sur des équipements électroniques qui ne sont pas connectés à internet). Si un problème de lecture apparaît, leur contenu est vérifié manuellement par au moins deux agents qui s'assurent que le vote pris en compte reflète la volonté de l'électeur ;
- les résultats sont ensuite consolidés, au niveau des comtés, puis au niveau de l'État. La

première consolidation se produit après la fermeture des bureaux de vote, à 20 heures le jour de l'élection. C'est à ce moment-là que les résultats préliminaires sont rendus publics. Ils sont ensuite mis à jour périodiquement au fur et à mesure que le dépouillement progresse. Les résultats définitifs sont généralement certifiés au bout de 28 ou 30 jours, selon le type d'élection. Le délai est fixé par les autorités.

Un résumé vidéo de l'ensemble du processus dans le comté d'Orange est disponible [ici](#).

Le processus californien prend du temps. Il prend davantage de temps aujourd'hui qu'en 2004, mais son efficacité s'est améliorée constamment entre 2022 et 2024. Après une primaire régulière mais accusée de fraude par l'administration Trump, les enjeux sont de taille en novembre 2026 et au-delà, pour garantir la tenue des élections sans perturbations fédérales.

Figure 26. Modalités de vote et pourcentage de bulletins dépouillés après deux jours en Californie (2004-2024)



1. Ces protections n'ont été acquises qu'après l'adoption de plusieurs amendements : les 14^e, 15^e, 19^e, 24^e et 26^e comportent des dispositions qui visent à empêcher l'exclusion électorale de populations spécifiques.
2. Constitution des États-Unis, article 1, section 3, clause 3.
3. Constitution des États-Unis, article 1, section 2, clause 2.
4. Cartes adaptées d'Ethan Rice, [Ballotpedia News](#).
5. *Ibid.* Le cas particulier de la Louisiane pour 2026, est expliqué plus loin.
6. À l'exception de l'année 2020, du fait de la pandémie de Covid-19.

7. Animation de Frank Adonteng.
8. Entre 1970 et 2014, la participation aux élections de mi-mandat tournait autour de 40%. La tendance s'est inversée ces dernières années, y compris lors des élections de mi-mandat, non sans lien avec l'apparition de Donald Trump dans le paysage politique.
9. Ibid.
10. Donald Inbody, *The Soldier Vote: War, Politics, and the Ballot in America*, Palgrave Macmillan, 2016, p. 2.
11. Le total est supérieur à 100% du fait du mode de collecte des données (U.S. Election Assistance Commission, *op. cit.*, p. 11).
12. Les militaires et civils expatriés disposent dans certains États, nous l'avons vu, de la possibilité de renvoyer leur bulletin par mail. C'est le cas de certaines personnes dans des cas très particuliers dans quelques États également (NCSL, « [Electronic Ballot Return](#) », 30 juin 2026).
13. « Fondamentalement, le problème ici avec toute cette affaire est comment se fait-il que vous aviez, vous savez, Karen Bass était en première place, Spencer Pratt était en deuxième place, et puis cette autre femme était en troisième place. Vous vous attendriez à ce que ces bulletins de vote par courrier suivent en quelque sorte ce même schéma de base où, vous savez, le numéro un obtiendrait le plus de votes, le numéro deux obtiendrait le deuxième plus grand nombre de votes, et ainsi de suite. Mais curieusement, nous nous retrouvons dans une situation où premièrement, ils sont toujours en train de recevoir des bulletins de vote. Pas seulement en train de compter des bulletins de vote, Jesse, ils sont toujours en train de recevoir des bulletins de vote. Et deuxièmement, la façon dont ils arrivent se trouve fonctionner de telle sorte que le républicain est éjecté du second tour. Donc, c'est un duel démocrate contre démocrate. Euh, ça me semble assez louche. » (J.D. Vance, « [Vice President JD Vance GOES OFF on the CALIFORNIA ELECTION RESULTS](#) », émission de Jesse Watters, Fox News, 9 juin 2026).
14. Chiffres de l'autrice sur la base des données de [PDI](#). 47,7% des bulletins de vote ont été réceptionnés avant le 2 juin, et 11,6% le jour de l'élection.